

LE MARXISTE-LÉNINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE m.-l.

Été 1975

N° 8

3 FRANCS

sommaire

- AUTOMNE 1974
 - La lutte des soldats
 - Le mouvement des postiers
- PRINTEMPS 1975
 - Renault
 - Chausson

- LES MAOISTES
 - Les comités populaires anticapitalistes
 - Les écoles ouvrières marxistes-léninistes
- LES ORGANISATIONS DE MASSE
 - Le groupe Foudre
 - Les comités Martin Soares

Automne 74, automne 75

CRISE DU CAPITALISME, RIPOSTE PROLÉTARIENNE SOCIAL-FASCISME, MARXISME-LÉNINISME-MAOISME

Editorial

Est-ce que la crise, c'est le découragement du prolétariat, la peur du chômage, l'emprise renforcée des syndicats ? Toute notre expérience, dont ce journal témoigne, dit le contraire. La crise du capitalisme, c'est le moment où l'avant-garde ouvrière est en face de ses problèmes, de sa responsabilité historique.

Pendant quelques mois, l'opinion, les débris du mouvement révolutionnaire, croyaient au reflux, à la passivité ouvrière. Aujourd'hui, il doit être clair que le courant est renversé : le prolétariat est plus que jamais le grand lieu politique, la grande force de combat qui à la fois se rassemble (cumulation des luttes) et se divise (révolutionnaires contre syndicalistes).

Face à ce prolétariat travaillé de tension, de révoltes, et qui cherche sa voie, une bourgeoisie divisée, et par là même affaiblie : telle est la situation d'ensemble.

Ce qui se joue en profondeur aujourd'hui va plus loin que les vastes combats démocratiques d'après Mai 68. Avant-garde ouvrière consciente, qui veut s'appropriier le marxisme, le léninisme, le maoïsme ; mouvement de masse riche, complet, divisé ; révisionnistes lancés dans la volonté de pouvoir ; réactionnaires classiques malmenés par la crise : voilà les choses excellentes, pour qui se plonge dans la complexité de classe du moment actuel.

LA BOURGEOISIE PROFONDEMENT DIVISÉE

A l'épreuve de la crise, les différentes fractions de la bourgeoisie se déchirent. Le Portugal aidant, l'union de la « gauche » se disloque. Côté majorité, l'opération « rassemblement centré » souhaitée par Giscard piétine. Les clientèles bourgeoises, apeurées, veulent un Etat fort. Du coup, ce sont les godillots gaullistes qui reprennent du poil de la bête. Une sourde nostalgie pompidolienne travaille de camp réactionnaire : l'ajustement de la législation aux mœurs (avortement, etc.) a certes un peu calmé la petite bourgeoisie urbaine. Mais aujourd'hui, les tensions de classe grandissent, la bourgeoisie s'effrite : il faudrait de l'ordre, il faudrait des flics.

En vérité, l'appareil politique bourgeois est insidieusement malade (ce malade est déjà au plus mal en Italie et en Angleterre). Pourquoi ? Parce que l'unité de classe de la bourgeoisie est progressivement brisée par l'exaspération des concurrences capitalistes. Trop d'entreprises ruinées, trop de spéculations qui échouent, trop d'appétits monopolistes déchainés. Vers qui se tourner, quelle superpuissance tutélaire ? La Russie, les Etats-Unis ? Giscard oscille. Renforçant dans les faits la dépendance à l'égard de l'OTAN, il fait également des déclarations défaitistes devant le social-impérialisme (nous ne pouvons pas faire une défense européenne, dit-il, car les Russes ne seraient pas contents !).

A l'arrière-plan de tout cela, la guerre, menace objective grandissante.

LE PETIT FASCISME AU JOUR LE JOUR

Dans le désordre politique bourgeois, les barbouzes, les polices parallèles, les services d'espionnage et les truands au service du capital s'agitent. De prétendus « terroristes » circulent, protégés par tel ou tel groupe impérialiste. Les attentats et les règlements de compte fonctionnent comme des provocations réactionnaires, alimentant à la fois des campagnes fascistes contre « la violence » et la candidature du P.C.F. au rôle de Parti de l'ordre.

Dans les usines, le patronat voit venir l'époque des révoltes sauvages anti-capitalistes. Il s'efforce de consolider toute une logistique de milices, avec gardes, chiens, syndicats jaunes, mouchards, flics immigrés. Cet appareil, destiné en priorité à la répression du mouvement prolétarien anti-crise, sert aussi aux affrontements entre patronat fasciste et appareils syndicaux sociaux-fascistes : c'est l'affaire du « Parisien libéré », truands Amaury contre gros bras du syndicat du Livre.

Chapeautant le tout, l'Etat suit le mouvement peu à peu. L'intervention des flics, dans les grèves est systématique depuis l'automne 74. Le contrôle de l'immigration se resserre, avec son cortège d'affaires racistes.

Cette violence réactionnaire éduque le prolétariat, car dès aujourd'hui elle suscite la violence prolétarienne : bousculant les révisionnistes, les ouvriers d'Usinor ou de Chausson attaquent les provocateurs casqués et grenadés entretenus par l'Etat. Voilà qui est riche d'avenir.

Dans l'anarchie de l'économie capitaliste, lentement, de façon dispersée, parfois presque invisible, révolution et contre-révolution cumulent leurs forces.

LE SOCIAL-FASCISME DANS SES POMPES ET SES ŒUVRES

Il y a quelques années, toute l'opinion progressiste savait que le P.C.F. n'était pas une force révolutionnaire, pas même une force de classe ouvrière, mais une force d'ordre et de collaboration. Dans cette même opinion, beaucoup aujourd'hui hésitent à juger le P.C.F. sur le fond avec la même vigueur. On entend dire que « malgré tout, c'est mieux que la réaction », ou que « il n'y a rien d'autre », ou que « sans eux on ne peut rien faire ». La plupart des groupes « marxistes-léninistes » eux-mêmes ont rejoint les rangs du syndicalisme.

Nous disons à ces camarades : attention ! Vous êtes en train de tomber dans un traquenard redoutable. Vous prêtez la main à l'entreprise révisionniste au moment même où elle s'affirme vraiment, au moment où ses traits les plus réactionnaires sont, dans la pratique, une force agissante. Et vous faites cela quand l'avant-garde ouvrière, pour la première fois, prend clairement conscience et position contre le projet politique global du P.C.F.

Au fond, pourquoi ces hésitations, pourquoi ces tentations opportunistes vis-à-vis du P.C.F. et du syndicalisme ?

C'est qu'aujourd'hui, le P.C.F. ne collabore pas avec Giscard, ni même avec Mitterrand. Le P.C.F. est en rivalité ouverte avec eux. Le P.C.F. veut faire gagner son projet bourgeois propre, et par tous les moyens. De là ses airs durs, de là la tromperie, la fausse contradiction qui impressionne ceux qui s'en tiennent aux apparences immédiates. Aujourd'hui, il faut combattre le P.C.F., non pas d'abord en tant que complice des réactionnaires au pouvoir (comme Séguéy était complice de Pompidou à Grenelle en 68), mais en tant que rival hargneux et ambitieux de ces réactionnaires. La lutte du P.C.F. contre la clique Giscard/Chirac, c'est un règlement de compte entre deux conceptions bourgeoises différentes. Nous sommes donc obligés d'aller au fond des choses : il faut se prononcer sur tout le projet politique du P.C.F., et non pas seulement sur sa tactique. C'est là que le marxisme-léninisme est une arme essentielle, l'arme dont s'empare l'avant-garde ouvrière, parce que la conjoncture le lui impose.

Finalement, ce qui impressionne certains, c'est tout simplement que, de toutes les cliques bourgeoises, les révisionnistes sont les plus agressifs. Ils ont jeté le masque démocratique, ils crachent sur leurs « alliés » socialistes, se démentent dans les grèves, chauffent leurs troupes, agressent violemment les maoïstes. Ils croient avoir le vent en poupe.

Les élections italiennes ont montré qu'une fraction de la petite bourgeoisie, effrayée par l'inflation et l'anarchie parlementaire, se tourne vers les révisionnistes. Au Portugal, le P.C.P., dont la base de masse est restreinte, essaie pourtant de se cramponner au pouvoir, joue à fond les militaires du M.F.A., lance ses hommes dans la rue, même au prix de contradictions et de risques énormes.

En France, le P.C.F. mène sa contre-offensive dans un style « dur » : mobilisations syndicales répétées, hurlements pour la défense des « libertés », tentatives de corruption des ouvriers combattifs, volonté d'élimination physique des maoïstes, utilisation systématique d'un vocabulaire marxiste dévoyé, etc.

L'analyse des révisionnistes, c'est que la crise du capitalisme, l'affaiblissement de l'impérialisme américain, la division de l'Europe, le discrédit du parlementarisme, sont des facteurs qui, aujourd'hui, peuvent ouvrir la voie à une solution bourgeoise d'exception, une solution nouvelle, dont ils sont les seuls porteurs solidement organisés : un capitalisme bureaucratique d'Etat, intégrant de force le syndicalisme ouvrier, concentrant le Capital dans les mains de l'Etat, ayant pour idéologie officielle le faux marxisme, justification d'une dictature ouverte et impitoyable. C'est ce projet d'Etat qu'il faut appeler par son nom : le social-fascisme. Lui barrer la route est une tâche essentielle du camp de la révolution.

LE CAMP DE LA REVOLUTION

La hargne des révisionnistes est d'autant plus grande que la course de vitesse est engagée entre eux et l'avant-garde ouvrière : qui va diriger la révolte populaire anti-crise ?

Dès aujourd'hui, la lutte entre les deux voies prend corps. De grandes tensions de classe, porteuses de nouveau, précèdent les inévitables tempêtes anti-capitalistes et anti-révisionnistes. Les marxistes-léninistes-maoïstes forment les points d'appui organisés pour ces tempêtes.

De l'automne 74 à aujourd'hui, nous distinguons trois périodes :

1) D'abord, les luttes essentiellement démocratiques. Le mouvement de masse commence à se lever contre la crise : nous, maoïstes, comprenons alors que l'inertie n'est qu'apparente, que des grandes révoltes sont inévitables. Dans ces mouvements de l'automne dernier, il y a des souvenirs vivaces de Mai 68, une exigence importante de démocratie directe. Les maoïstes n'ont pas soutenu suffisamment cette réalité. C'est que les masses se laissent encore enfermer dans l'unanimité syndical, et épuisent ainsi leur force. Cette apparence est si forte que nous restons à l'écart. Du coup, ces mouvements sont pain béni pour les trotskystes, qui font le lit des syndicats et des révisionnistes : deux grands exemples : deux articles de ce journal, la lutte des soldats, la lutte des postiers.

2) Ensuite, des luttes de transition conjuguées où le projet social-fasciste d'embrigadement ouvrier s'affirme avec vigueur, où le P.C.F. crie victoire ; mais où la résistance prolétarienne existe, appuyée sur les acquis de programme et de révolte des années antérieures.

C'est Renault, notre troisième article. Cette fois, nous rectifions, nous nous emparons du nouveau, au prix de très sévères affrontements avec les nervis de la C.G.T. : prenant appui sur la résistance prolétarienne, traçant les démarcations de fond avec les révisionnistes, les maoïstes jouent leur rôle d'avant-garde.

3) Le commencement d'apparition d'un véritable mouvement de masse anticapitaliste complet, avec sa richesse politique développée, avec une gauche ouvrière rassemblée, qui s'oppose ouvertement, et aux révisionnistes, et à l'appareil d'Etat. Un mouvement de masse qui peut prendre appui sur une avant-garde regroupée autour des maoïstes, une gauche ouvrière qui tente de formuler son programme anti-crise. La grève de Chausson, notre quatrième article, est un symptôme pour cette nouvelle étape.

A travers tout cela, le prolétariat forge lentement sa subjectivité de classe de l'époque de la crise.

LES MARXISTES-LÉNINISTES-MAOISTES

Dans cette situation complexe, en évolution rapide, les révolutionnaires conséquents agissent dans trois directions.

a) Assurer la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier

LES LUTTES DEMOCRATIQUES DES SOLDATS

LE TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE AU SEIN DE L'ARMEE

● Nous nous emparons aujourd'hui de la contre-offensive social-fasciste pour faire connaître aux larges masses, dans leur mouvement même, la vraie nature du révisionnisme et du syndicalisme. Nous ne cédonas pas un pouce de terrain là-dessus. Nous faisons une propagande intensive pour la politique ouvrière anti-révionniste, pour l'alternative prolétarienne marxiste-léniniste. On le verra dans les articles sur Chausson ou Renault.

● Organiser l'avant-garde, c'est d'abord et avant tout unifier des ouvriers à la ligne des maoïstes, c'est construire des noyaux ouvriers, communistes, des noyaux U.C.F.M.L. de base. Un instrument puissant de cette construction, c'est la pratique des écoles ouvrières marxistes-léninistes, écoles qui forment des dirigeants politiques prolétariens, et pas seulement des dirigeants du mouvement de masse. Un exemple d'école ouvrière, voilà notre sixième article.

● Organiser l'avant-garde, dans la conjoncture actuelle, c'est lui fixer la tâche d'édifier des Comités Populaires Anti-Capitalistes, les C.P.A.C., véritables organisations révolutionnaires, véritables quartiers généraux du prolétariat à l'époque de la crise. C'est là une étape essentielle de la prise en main par l'avant-garde ouvrière de la question du Parti. Notre cinquième article donne trois exemples des débuts d'édification de pareils comités.

b) Que l'avant-garde ouvrière maoïste soit un ferme appui pour le mouvement de masse

Structurer l'avant-garde n'a de sens que si celle-ci prend en main les pratiques politiques de masse.

Le point-clé aujourd'hui, c'est l'existence de noyaux communistes ouvriers. Mais cette avant-garde doit être en dialectique avec la croissance et la force historique du mouvement de masse. Il ne s'agit pas seulement de tenter de diriger le mouvement de masse, et ses organisations révolutionnaires, mais d'être maître de la direction politique, de l'agitation, de la propagande. Il faut savoir pour cela mobiliser et soutenir la gauche, il faut avancer sur la question du programme populaire anti-capitaliste.

Dans toutes les actions de masse, sous l'impulsion des maoïstes, des noyaux ouvriers, le Comité Populaire Anti-Capitaliste intervient, donne son point de vue, rallie. Le C.P.A.C. suscite des rassemblements populaires. Le C.P.A.C., avec les maoïstes, soutient la division en deux des offensives ouvrières du moment — révolutionnaires contre syndicalistes —, cherche les justes mots d'ordre anti-social-fasciste. Le C.P.A.C. fusionne les luttes du prolétariat d'usine avec la révolte des chômeurs et des femmes des quartiers.

Nous marchons sur deux jambes : il faut unifier l'avant-garde ouvrière, il faut mobiliser les masses, animer toutes les situations de masse. Nous avons le plus grand besoin de vrais communistes. Nous avons aussi le plus grand besoin d'agitateurs populaires. Le Comité doit être, sous la direction des marxistes-léninistes, leur lieu de formation et de décision.

c) Rompre l'isolement transitoire du prolétariat fondamental

Aujourd'hui, le prolétariat fondamental, le prolétariat international de France, est le fer de lance. Ses alliés objectifs sont souvent passifs, voire séduits par les manœuvres social-fascistes. La petite bourgeoisie urbaine, les intellectuels, la jeunesse, toujours impressionnés par la force, louchent du côté des révisionnistes « durs », s'enflamment pour les dictateurs militaires portugais et leur démagogie populiste.

Nous devons fermement et patiemment rompre cet isolement provisoire du prolétariat. Nous le faisons par l'organisation de la lutte idéologique anti-fasciste et anti-social-fasciste dans le domaine de la culture et de l'art, du cinéma en particulier : ce sont les « Groupes FOUDRE », organisations de masse dirigées par l'U.C.F.M.L. (notre septième article). Nous le faisons par la popularisation clarifiée des véritables luttes du peuple portugais. Outre notre propagande spécifique, nous apportons notre soutien fraternel aux Comités J.M. Soarès, dont nous approuvons les principes : c'est notre huitième article.

DE GRANDS COMBATS DANS UNE GRANDE EPOQUE

L'année 75/76 sera à coup sûr une grande année de luttes anti-capitalistes, dans un monde en proie à des bouleversements considérables.

Que nul ne soit spectateur, c'est-à-dire complice des forces de la réaction, dont Giscard, Chirac, Mitterrand et Marchais sont les chefs de file !

De grandes forces révolutionnaires sont en travail. Rejoignons-les !
SOUTENONS LES COMITES J.M. SOARES ET LES GROUPES « FOUDRE ».
RALLIONS LES COMITES POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES (C.P.A.C.).
UNIFIONS-NOUS AUX VRAIS MARXISTES-LÉNINISTES-MAOÏSTES DE L'U.C.F.M.L.

Le travail révolutionnaire au sein de l'armée bourgeoise a toujours eu deux objectifs intimement liés : Affaiblir et à disloquer l'armée bourgeoise dans le but de la détruire, constituer la force du peuple en armes, l'idée, la réalité et la direction de cette force, le Parti Communiste de type nouveau et l'Armée Rouge.

Voilà les bases marxistes-léninistes pour se faire un jugement sur les luttes des soldats du contingent.

CHERZY, DRAGUIGNAN, VERDUN, KARLSRUHE, voilà les noms des premières batailles des soldats contre l'armée.

Cherzy : 8 morts au cours d'une manœuvre harassante et imprudente, 8 jeunes soldats tués par l'imbécillité de l'encadrement et par l'idéologie du « marche ou crève ». Cette fois, l'opinion publique s'émeut, les soldats dans les casernes en parlent beaucoup mais ne savent pas encore quoi faire. Pour eux l'ennemi est présent partout : c'est le juteux à la con qui regrette ses primes d'Algérie et la liberté qu'il avait de torturer le fell et d'intimider les bleus, c'est la crevure qui suspend les perms et qui jongle avec la discipline de pensionnat, les lits, les pluches, les appels, les contre-appels. C'est le reveil en pleine nuit pour faire 40 km avec 25 kilos dans le sac. C'est le pitaine qui te fait gueuler au garde à vous que tu as la pêche, que tu ne vis que pour l'armée, que tu n'existe plus, que tu n'es plus rien. L'ennemi est partout, c'est aussi le fayot, le planqué, le béni-oui-oui. Le service, c'est aussi le train-train, l'ennui, la bêtise, dans les manœuvres, les corvées qu'on les fasse ou qu'on se planque, qu'on obéisse pour se faire oublier ou qu'on aille au trou. Le service, c'est surtout le chômage forcé, c'est une déportation même pas camouflée. Pas de travail, pas de fric, peu de perm et pas de perm en famille du tout quand on est Antillais à Draguignan ou Toulousain à Karlsruhe.

Tout cela le sentiment populaire le sait depuis longtemps ; mais cette connaissance était pleine d'impuissance : l'armée, c'est comme ça, c'est con et c'est bourgeois, et on n'y peut rien disait-on.

CE SENTIMENT D'IMPUISANCE S'ENRACINE DANS L'HISTOIRE RECENTE, DANS UN PASSE HONTEUX ET SANGlant : LA GUERRE D'ALGERIE

La France, puissance colonialiste et impérialiste a usé de son armée contre les peuples d'Indochine, contre le peuple Algérien comme maintenant contre le peuple du Tchad. Dans ces guerres coloniales, les jeunes soldats du contingent se sont retrouvés seuls. Pas d'issue, sinon individuelles comme la désertion ou le suicide, pour échapper à la guerre coloniale. Pas d'issue organisée, parce que la seule organisation qui se dit à l'époque l'avant-garde du prolétariat, le Parti soi-disant Communiste, est du côté du colonialisme, du chauvinisme : le PCF, en froide logique ne pouvait pas laisser voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 56 avec l'envoi du contingent en Algérie et en même temps soutenir ses jeunes militants qui se révoltaient contre la guerre coloniale. Alors, ces jeunes militants se sont retrouvés seuls, certains comme Yveton sont devenus martyrs, les autres les plus nombreux, abandonnés, ont baissé les bras pour survivre, ils ont obéi aux ordres, ils ont empêché le putsch et puis sont rentrés après leurs 30 mois, refusant à jamais de parler de ce qu'ils avaient vu et fait, du million et demi de martyrs algériens tombés pour l'indépendance de leur pays et des 25 000 jeunes français tombés pour les impérialistes.

L'expérience de la guerre d'Algérie pour le contingent, c'est surtout celle d'avoir été abandonné aux mains de la bourgeoisie par le PCF social-chauvin et colonialiste, c'est l'expérience d'une absence, celle du travail politique qu'aurait dû mener les com-

munistes organisés au sein de l'armée pour retourner cette armée contre les colonialistes, pour qu'elle refuse d'écraser le peuple algérien, pour qu'elle se mette de son côté dans son juste combat pour la libération et l'indépendance nationale.

Il a fallu 10 ans pour que la question de l'armée revienne sur le tapis.

Printemps 73, c'est la riposte massive des lycéens et des apprentis contre la LOI DEBRE.

Des dizaines de milliers de jeunes s'unifient sur des mots d'ordres démocratiques du genre « l'armée ça tue, ça pue et ça rend con ». Par contre, si « l'armée des flics et des patrons » est dénoncée, si la guerre du peuple au Vietnam est saluée, ce n'est pas ce qui domine. Le point de vue révolutionnaire sur la question de l'armée coexiste avec le point de vue démocratique petit bourgeois et ne le domine pas. Quant à eux, les révisionnistes du PCF et de l'UNCAL, dans leur plus pure tradition social-chauvine, dénoncent l'antimilitarisme et revendiquent un aménagement des sursis en se targuant d'être des fermes partisans de la défense nationale. Ils préparent en fait un terrain pour leur campagne électorale aux présidentielles, ce sera l'Appel des Cents lancé conjointement avec les trotskystes qui ont rejoint le giron de l'Union de la Gauche. L'Appel des Cents, c'est d'une part l'instrumentation électorale des revendications démocratiques des soldats, c'est d'autre part un bon moyen pour les révisionnistes de se donner une allure de durs, d'aussi révolutionnaires que les « gauchistes ». L'Appel des Cents prend la défense de l'armée nationale bourgeoise, il reconnaît sa nécessité, il combat simplement les survivances féodales-autoritaires et l'absence de droits démocratiques pour les soldats. Il est au service du projet d'état bourgeois défini par le Programme Commun. A l'intérieur de l'armée il a dans un premier temps l'effet d'un détonateur : la marmite était trop chaude et le couvercle saute de quelque côté qu'on l'aborde.

La rigidité de l'armée ne supporte pas la contestation même démocratique, les signataires sont poursuivis, la solidarité et la riposte s'organise, la répression est à la fois dure et

geois craignent la contagion comme la peste, à juste titre.

Le PCF, lui précise ses vues : mener un travail politique dans l'armée qui serve son projet de pouvoir, pour rallier au Programme Commun, à sa conception de l'état nation chauvin à la sauce révisionniste, pas seulement les soldats du contingent mais aussi des officiers subalternes ou supérieurs. Alors, ici ou là, comme à Lyon il tente de lancer ses JC à la tête des manifestations d'appelés ou bien il manifeste contre la présence des Marines américaines à Draguignan.

Giscard réagit par toute une série de réformes de caractère démocratique : droit de vote à 18 ans, sécurité sociale pour les familles des appelés, solde à 7 francs par jour, un voyage gratuit par mois. Il s'attaque en même temps à la rigidité interne de l'appareil militaire. La désignation de Bigeard n'a pas d'autre but que de nettoyer les cadres supérieurs sclérosés pour mettre en place des hommes capables de s'adapter pour sauver et développer l'essentiel, l'armée comme pilier fondamental de la dictature de la bourgeoisie.

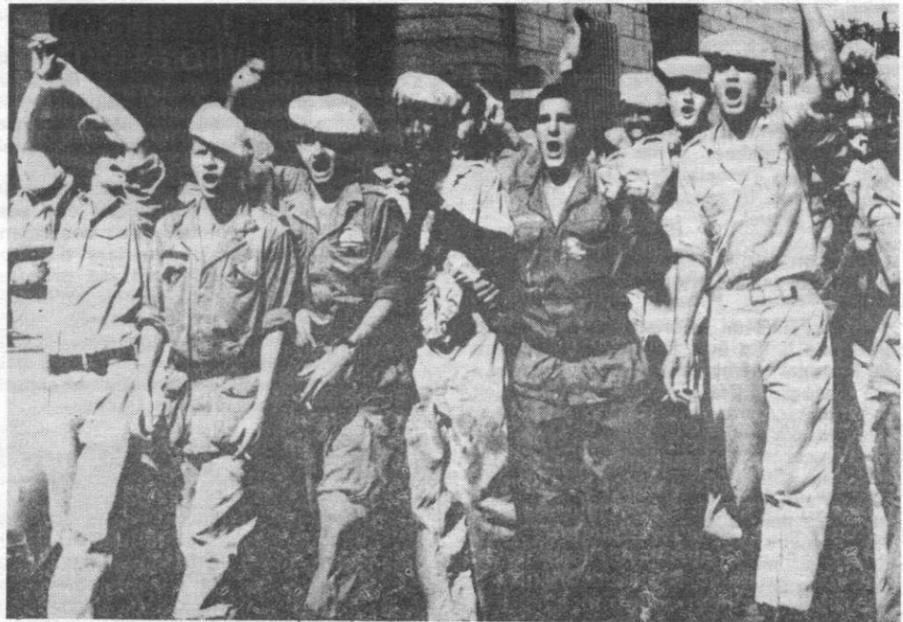
Bigeard, c'est le pur produit de la guerre coloniale, de la torture en Algérie, c'est le représentant des troupes de choc à idéologie fasciste. C'est la bonne bête pour le réformisme libéral, efficace pour Giscard, et tranquillisant pour les fascistes.

LE MOUVEMENT DE MASSE DES SOLDATS VA DE L'AVANT, IL POUSSERA JUSQU'AU BOUT SON ETAPe DEMOCRATIQUE POUR ABORDER SES TACHES REVOLUTIONNAIRES

La manifestation de Karlsruhe répond au procès de ceux de Draguignan à Marseille. Un véritable programme des soldats voit le jour qui commence à sortir du simple caractère démocratique.

C'est :

- 1° Le droit d'association, de réunion et d'information ;
- 2° Une solde équivalente au SMIG ;
- 3° Le refus de faire le service militaire en dehors du territoire national, et de plus près du lieu de travail et d'habitation ;
- 4° Les permissions régulières et les transports gratuits ;



La révolte de Draguignan

craintive : c'est l'explosion de Draguignan.

Ce sont 200 artilleurs qui défilent dans les rues de la ville pour appeler au soutien de la population, revendiquer leur bon droit, les jeunes antillais y sont nombreux et le cortège crie contre les brimades, le racisme, pour des perms régulières, la solde décente, le droit de réunion et de lecture.

La manifestation de Draguignan, parce que c'est la première révolte collective organisée depuis longtemps, retentit comme un coup de tonnerre. La hiérarchie militaire et l'état bour-

- 5° L'arrêt des brimades et des vexations ;
- 6° La lutte contre le racisme, contre la déportation et l'utilisation des jeunes des DOM et TOM pour occuper et asservir d'autres pays ;
- 7° Le refus d'intervenir comme brimades de grèves, le refus des manœuvres commandos et de l'entraînement au combat de rue pour mater le peuple un jour ;
- 8° Le refus de mourir pour l'armée en manœuvre, à Cherzy comme à Verdun.

Ce programme est largement démo-

cratique, les jeunes soldats exigent leur bon droit. C'est un programme démocratique révolutionnaire parce qu'il contient son propre dépassement, la lutte contre le rôle même de l'armée contre l'état bourgeois : le refus du service hors du territoire national contient le refus de l'armée impérialiste, tout comme le refus de mourir en manœuvre laisse présager ce que peut être la lutte pour refuser de mourir pour une guerre injuste.

Ceux qui se disent antimilitaristes aujourd'hui défendent plus ou moins ce programme issu des luttes des soldats. Ils jouent en ce sens un rôle positif, progressiste, mais en même temps ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, ils en restent à la négation de l'armée, à son refus pur et simple. S'ils reconnaissent son rôle dans la dictature bourgeoise, s'ils parlent de « l'armée de guerre civile », ils ne vont pas jusqu'à vouloir l'alternative prolétarienne, la révolution pour le peuple en armes sous la direction d'un vrai parti communiste.

Le combat démocratique des soldats a encore plus d'une bataille à livrer et cela peut occuper l'esprit et la pratique des antimilitaristes, mais cela ne répond pas tout seul à la question de fond : qui l'emportera du prolétariat ou de la bourgeoisie dans l'affrontement violent de ces deux classes ? Car enfin si nous sommes d'accord avec les antimilitaristes pour combattre la bourgeoisie, ce n'est pas pour s'occuper ou en pleurer, c'est pour la vaincre et l'écraser. Cela les antimilitaristes ne veulent pas y penser. Or, il n'y a que ça qui intéresse politiquement le prolétariat.

L'antimilitarisme, au fond, rejette la

question de l'état, et c'est en cela qu'il est réactionnaire. Il est gênant, mais non insurmontable pour la bourgeoisie. Celle-ci dispose d'une double tactique à son égard, selon la fraction de la bourgeoisie considérée : d'un côté les réformes et la répression à la Giscard, de l'autre, l'orchestration du mouvement démocratique par les révisionnistes pour servir leur projet d'état bourgeois social-fasciste à l'intérieur, social-impérialiste à l'extérieur.

L'EXEMPLE DU PORTUGAL EST AMPLEMENT REVELATEUR

Le Parti soi-disant Communiste de Cunhal est cul de chemise avec le MFA parce que c'est le meilleur moyen pour eux de défendre l'état bourgeois contre la montée révolutionnaire prolétarienne au Portugal, pour jouer le jeu du social-impérialisme soviétique contre l'autre supergrand, les USA.

Le PCP en remonte au MFA pour ce qui est de la répression de la classe ouvrière portugaise, de la chasse aux révolutionnaires, tout particulièrement du MRPP, mais le PCP tout comme le MFA demeurent impuissants devant cette montée révolutionnaire portugaise, et dans ce face à face portugais entre le MFA, le PCP et les masses révolutionnaires portugaises, le travail du MRPP au sein de l'armée joue un rôle déterminant.

LE TRAVAIL DU MRPP AU SEIN DE L'ARMEE PORTUGAISE PAR L'INTERMEDIAIRE DU RPAC (Résistance Populaire Anti-Coloniale)

Dans la jungle et le borbier de l'Angola, du Mozambique et de la

Guinée Bissau, les soldats portugais prennent conscience que cette guerre n'est pas la leur, mais celle des colonialistes, que c'est une guerre injuste que ce sont les peuples en lutte qui ont raison. Les soldats portugais prennent conscience parce qu'ils prennent la route, parce qu'ils passent quatre ans loin de chez eux, qu'ils savent leur famille dans la misère, leurs frères et leurs pères en exil, émigrés en France ou en Allemagne. Alors le RPAC leur montre que leurs intérêts sont du côté des peuples qu'on leur fait combattre, du côté de la révolution prolétarienne au Portugal comme du côté de l'indépendance totale des colonies. Le RPAC organise la désertion, la désobéissance ; le sabotage et le soutien effectif aux révolutionnaires africains. En même temps le RPAC est le représentant effectif au sein de l'armée coloniale des intérêts politiques du peuple portugais : c'est l'instrument par lequel les révolutionnaires portugais veulent retourner les fusils contre la bourgeoisie.

Le RPAC continue dans la clandestinité après le 25 avril 1974. Cette juste ligne vient de recevoir sa vérification avec les récentes mesures du MFA et de Cunhal visant à dissoudre le MRPP et l'ADC, devant le risque pour eux de voir les organisations clandestines de soldats paralyser leurs projets réactionnaires et sociaux fascistes.

Déjà, dans les « colonies » le RPAC a organisé la fraternisation entre les maquisards et les soldats portugais pour empêcher l'armée portugaise de provoquer ou de soutenir des complots néo-colonialistes.

Au Portugal, le RPAC devient une

grande épine dans le pied du MFA. Il démasque la nature bourgeoise de ce coup d'état venant au secours de la bourgeoisie en péril ; il fait entrer dans l'armée les luttes du peuple et des ouvriers portugais ; il infiltre les régiments de choc du MFA il a souvent empêché la nouvelle police politique, le COPCON d'intervenir efficacement contre les ouvriers en lutte ou contre les révolutionnaires. Le RPAC n'est pas antimilitariste. Tout comme les bolcheviks dans les tranchées de 17, il travaille à rallier les soldats au camp de la révolution prolétarienne, à constituer la force armée de la révolution.

Le RPAC et le MRPP se préparent à toutes les possibilités, ils montrent la voie au prolétariat portugais pour qu'il riposte victorieusement aux tentatives contre-révolutionnaires du MFA et du PCP, pour qu'il oppose la guerre révolutionnaire à celles des superpuissances qui s'aviseraient d'envahir le Portugal, que ce soit les USA ou l'URSS.

LE TRAVAIL POLITIQUE AU SEIN DE L'ARMEE PREND TOUT SON SENS QUAND IL PREPARE LA CAPACITE MILITAIRE DE LA REVOLUTION D'AFFRONTER VICTORIEUSEMENT LA CONTRE-REVOLUTION

Voilà la leçon que nous tirons de l'exemple de nos camarades portugais. Voilà ce qui nous permet de comprendre les limites mais aussi l'intérêt du mouvement antimilitariste petit bourgeois en France actuellement. Voilà ce qui trace la voie aux marxistes-léninistes pour leur travail en direction de l'armée.

LE MOUVEMENT DES POSTIERS OCTOBRE NOVEMBRE

LA SITUATION DES P.T.T. EN OCTOBRE 1974

C'est celle d'une maison dont les murs se fissurent, les fondations s'affaiblissent, alors qu'un glissement de terrain se prépare. Cette maison, qui va s'écrouler en partie, c'est un service d'Etat dont la bourgeoisie se fout, dans la mesure où il ne rapporte pas assez de dividendes. Et, comme le capitalisme est en crise, qu'il est malade, mieux vaut pour la bourgeoisie replâtrer les façades de ce qui est encore solide, rentable, et s'arranger au mieux pour le reste. C'est ce qu'avait déjà officiellement commencé Giscard en 72 et 73, par des accords avec les grandes entreprises de télécommunications françaises et étrangères (C.G.E., Thomson, I.M.T. filiale d'I.T.T., etc.). Giscard, dès ce moment, consacrait la division des P. et T. en deux secteurs :

— secteur acheminement distribution ;

— secteur télécommunications.

Pour parachever le tout, il lui fallait foutre en l'air le statut de la Fonction Publique, donc augmenter l'Auxiliarat, donc mettre en place des circuits parallèles de distribution de tous ordres (Chambres de Commerce faisant des travaux de tri, coopératives parallèles, services mixtes, sociétés privées d'acheminement, la liste est longue...).

Face à cela, les révélations à « l'opinion publique » sur le démantèlement du service public des P.T.T., sur l'incompétence du Secrétaire d'Etat Lelong, de nos spécialistes de la revendication sans lutte, de la négociation peinarde, les miracles de nos dirigeants politicards bourgeois du P.C.F. et du P.S. ne sont que bulles dans l'eau ou plutôt démonstration d'une attitude caractérisée de collaborationnistes au teint rosâtre.

Ce qui était en jeu dans la situation aux P.T.T. pour les postiers, c'était justement de mettre à la mesure de la classe ouvrière dans son ensemble face à la faillite d'un secteur de l'Etat particulièrement important pour le peuple. C'était maîtriser et connaître à la fois les côtés positifs utiles au peuple de la poste, et le côté négatif tombant en ruine et oppressif de la poste.

Mais cela n'est possible que si les travailleurs prennent fermement en main, en comptant sur leurs propres forces, de la même manière que les ouvriers de Renault ou de Saviem, la lutte contre l'exploitation, contre le capitalisme et son Etat.

LA GREVE

Elle est votée à main levée partout ou à peu près avec occupation totale ou partielle et réoccupation totale dans les centres de tri Bureaux-Gares.

C'est une délégation de masse chez le Directeur départemental, le jeudi 17 octobre, qui a mis le feu aux poudres. Pendant que les directions syndicales discutaient et parlementaient entre elles, les travailleurs postiers des Centres de Tri Bureaux-Gares de la Région Parisienne ont imposé des discussions (dans le cadre des assemblées générales, réunions, commissions d'études créées par eux) sur leurs revendications. Essentiellement, tout ce qui touchait à la rémunération salariale de base, et ils ont mis en avant ce qu'ils pensaient correspondre à un désir d'unité, une augmentation uniforme ; c'est un point important aux P.T.T. quand on sait que cela fait plus de vingt ans — depuis 1954 — que l'augmentation uniforme et le relèvement du salaire minimum n'ont plus été avancés ensemble. De plus, ils n'ont pas hésité à demander la titularisation des auxiliaires, sans ergoter sur les chiffres.

Deux cents francs d'augmentation pour tous, 1.700 francs salaire minimum, titularisation des auxiliaires, voilà leurs revendications.

Pour les syndicats, tergiverser ne servait plus à rien, il leur fallait soutenir ou, sinon, apparaître pour ce qu'ils sont : des diviseurs et des sapeurs-pompiers du mouvement ouvrier.

LA DEMOCRATIE

LA PREMIERE PERIODE de la grève nous apprend que revendiquer aux délégués syndicaux la démocratie de masse, l'élection de comités de grève élargis aux syndiqués et non syndiqués, ça ne prend pas, ou, plutôt, ça va un temps, mais, finalement, ça ne vaut pas la peine. Cette première période est allée jusqu'au 5 novembre, date du protocole d'accord proposé par Lelong. Jusqu'au 5 no-

vembre, Lelong ne propose rien et attend qu'« on » lui propose, et « on » lui propose, en la personne des bonzes syndicaux. Pendant ce temps-là, les travailleurs les plus avancés ont tenté de faire passer la position : « Ne négocions que sur nos bases », ou alors « Ne négocions pas ».

Mais ils se sont accrochés aux délégations syndicales pour faire passer cela, au lieu de s'en remettre à l'avis des masses en assemblée générale et de trancher sur les questions d'organisation interne : occupation, venue éventuelle des flics, liaison coordination avec les autres secteurs.

Ce qui était principal n'était pas tant d'avancer tout de suite des solutions d'organisation et de les faire passer aux voix — ceci a été essayé par des travailleurs avancés et repris par des petits bourgeois trotskystes de tous genres. Ce qui était principal était de s'armer devant la faiblesse des dirigeants syndicaux, de prévoir, afin d'y répondre immédiatement, les réactions, l'attitude du Gouvernement. Construire une organisation des travailleurs avancés dans le feu de la lutte, cela signifie saisir les masses de tous les problèmes concrets, du problème du nombre nécessaire d'occupants de locaux jusqu'à celui d'une assemblée générale inter-sectorielle où l'on résume très brièvement les difficultés et tâches du moment, jusqu'à une délégation de masse à l'usine la plus proche pour leur faire part de la situation.

Ainsi, les comités de grève rassemblant syndiqués et non syndiqués en plus des délégués, n'étaient, eux, que des Parlements où la majorité qui parle haut et fort a toujours raison parce qu'elle a la force bourgeoise et le droit bourgeois pour elle. C'est ce qui fait que les masses, les travailleurs, n'osent pas donner leur avis. Ces comités, soit n'ont pas existé, soit ont eu une vie très brève et inutile, malgré les dires des trotskystes de Force Ouvrière ou des anarcho-syndicalistes de la C.F.D.T.

Les commissions d'Etude, élargies à tout et à tous, ont été cassées dès le départ par les délégués syndicaux.

Le seul bilan quotidien réalisé, c'est le compte rendu, triomphaliste en ce début de grève, des délégués

syndicaux sur ce qui se passe de plus notoire.

LES VOIES S'ECLAIRCISSENT MAIS RIEN DE DECISIF DEUXIEME PERIODE

Le mercredi 6 novembre, lendemain du protocole d'accord avancé par Lelong, une nouvelle période de la grève commence. Les bonzes syndicaux C.G.T.-F.O. tentent de faire voter à bulletins secrets pour ou contre la poursuite du mouvement dans les centres de Tri de province. Le vote a lieu dans quelques centres. A Paris, il y a refus de voter depuis le début.

F.O. trouvait quelque chose de positif dans le protocole, alors que celui-ci ne contient que de quoi nourrir les rats de l'Administration. La C.G.T. publie des tracts le jeudi 7 novembre pour manifester sa désapprobation par rapport à F.O., alors que cette même C.G.T. n'a presque rien dit sur le sort des 90.000 auxiliaires de la poste. C.G.T. et F.O. se renvoient la balle pour ne pas prendre de mauvais coups.

Lelong a la partie belle, semble-t-il. Cependant, les travailleurs avancés sortent du cadre qu'on veut leur imposer, malheureusement sans prévoir de stratégie commune et sans chercher à rallier le centre, les larges masses, sur leurs positions.

Des travailleurs proposent en effet des délégations de masse sur des secteurs isolés de la poste où une tendance à la reprise s'amorce, une campagne de popularisation sur les usines les plus importantes. Ils improvisent même des mini-meetings avec la population à Paris, qui changent complètement de ton d'avec les meetings de démonstration tranquille organisés par les syndicats.

Le gouvernement, par l'intermédiaire de Lelong, durcit son attitude ; il parle de « mise en cause du fonctionnement normal des institutions » par les postiers en grève, il ne veut plus rien savoir pour les revendications. Le pouvoir utilise maintenant à plein son arsenal pour terroriser, tromper le peuple (O.R.T.F., radios, journaux), et puis il lance la rumeur d'une intervention de l'armée dans les centres de tri. Réaction de scepticisme de circonstance des syndicats — Poniatowski parle de faire respecter la liberté du travail — les

chiffres de grévistes sont complètement tronqués, exemple : 35 % de grévistes au lieu de 85 %, etc.

LES FLICS, LA POLITIQUE

Le jeudi 11 novembre, la police (Gardes Mobiles, C.R.S.) intervient à Paris, elle ne pénètre pas là où l'évacuation des locaux de travail se fait ni là où l'occupation est partielle. Les syndicats en appellent partout à la sagesse et préviennent les travailleurs d'éventuelles provocations. Dans de nombreux Centres, Bureaux-Gares et même Bureaux-Ville, les syndicats appellent le personnel à sortir en chantant **La Marseillaise**. Dans certains endroits, on a chanté **La Marseillaise**, **L'Internationale**, et crié : « Les flics, travailleurs comme nous ! ». Il faut comprendre que cela constitue le maximum de l'audace pour un délégué syndical que de se montrer ainsi comme un fervent défenseur de l'ordre !... Ce n'était, toutefois, pas l'avis d'une minorité de travailleurs avancés qui sont partis, dégoûtés, de la troisième formule surtout.

A partir du moment où les flics bloquaient la grève, le Gouvernement avait l'initiative du combat. Il a immédiatement lancé sur une grande échelle les centres de tri parallèles en utilisant tout ce qu'il trouvait : des jaunes, des employés d'agence, des intérimaires, des réquisitionnés, etc., etc...

Un regroupement d'éléments avancés s'est opéré un peu partout et a essayé de faire passer en assemblée

générale, parmi les masses :

1) La réoccupation des locaux, comme cela avait été avancé au début, par démagogie, par des délégués ;

2) Le blocage des centres parallèles et le repérage systématique de tous les jaunes. Seul, le repérage a été repris par tous, des deux autres points, le premier (réoccupation) a été cassé par les syndicats, le deuxième (blocage) a été l'objet de plusieurs confrontations houleuses avec les délégués, qui ont fini par dire partout que ce problème se réglerait au niveau des confédérations syndicales et des entrevues inter-syndicales.

Et, comme il leur fallait bien manifester leur désapprobation face à l'incursion des policiers dans les locaux des P.T.T., alors ils organisent une manif-promenade le vendredi 15 novembre. En même temps, ils organisent des débrayages dans d'autres secteurs de la Fonction Publique, au titre de : « A bas le démantèlement du Service Public — Augmentation du salaire minimum garanti — Solidarité avec les travailleurs postiers. »

Le démantèlement, ça va devenir la tarte à la crème, non seulement de la lutte des postiers, mais de toute la fonction publique. Quel contenu concret ? On ne sait pas trop. Du moins, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. le savent, puisqu'ils en parlent en gros et fort dans leurs chroniques et qu'ils préparent une grosse intervention à l'Assemblée Nationale

lors du vote du budget pour la Fonction Publique le mercredi 20 novembre.

Ce qu'il y a de paradoxal, c'est qu'en même temps les dirigeants syndicaux, qu'ils soient P.S. ou P.C.F., appuient avec insistance sur le soi-disant danger de politisation du mouvement. En fait, il y a **politique et politique. Quand la politique devient l'affaire des masses, quand la politique sort du cadre étroit dans lequel la maintiennent la bourgeoisie et ses serviteurs dans les rangs du mouvement ouvrier : les révisionnistes du P.C.F. et les réformistes du P.S., elle devient alors une force aux mains du peuple.** C'est de cela qu'ont peur P.C.F., P.S., P.S.U., radicaux de gauche, trotskystes, anarcho-syndicalistes. Ils défendent le droit à la parole dans la mesure où ils peuvent en tirer quelque intérêt pour eux au niveau de la politique bourgeoise, une petite place dans l'Etat. Faire tant de tapage sur le démantèlement sans procéder à une analyse sérieuse de la situation, sans donner la parole au peuple sur ce sujet, c'est espérer utiliser le démantèlement comme moyen de faire son trou dans le système capitaliste.

C'est cette politique de bourgeois utilisant la lutte des masses qui a gêné considérablement l'action des travailleurs des P.T.T., et non pas la politique du peuple, qui elle, au contraire, nous a manqué.

L'AGONIE, ET L'AVENIR

Pour couronner le tout, les syndi-

cats organisent une grande journée d'action le 19 novembre, premier jour avant le débat sur le budget.

Le 19 novembre a sonné le glas de la lutte des postiers. Malgré le renforcement des piquets de grève, quatre jours après les bureaux-ville commencent à reprendre le travail en ordre dispersé, plus ou moins incités à le faire par les délégués, plus ou moins dégoûtés de n'avoir lutté que pour la gloire. Les Bureaux Gare et Centres de Tri seront plus longs à reprendre, mais c'est une affaire de quelques jours. Le 29 novembre, la reprise est effective à P.L.M., là où justement le mouvement avait démarré, disait-on, à la base.

De la base on retourne à la base, avec, comme dernier espoir lancé par le secrétaire de la Fédération Nationale P.T.T. Frischmann : obtenir une réduction des retenues sur les journées de grève, diminuer les cadences.

Aujourd'hui, bon nombre de travailleurs avancés se regroupent et encore plus nombreux sont les travailleurs combattifs qui ont élevé leur niveau de conscience et cherchent à lutter en dehors du syndicat. Le problème d'une organisation de type nouveau à bâtir est posé, il est indissolublement lié à la création pas à pas d'une direction prolétarienne nouvelle, capable de mener la lutte sur un plan d'ensemble, celui du Proletariat international de France, de la jeunesse scolarisée et des petits paysans, contre le capitalisme et son Etat en crise.

LES GRÈVES DU PRINTEMPS A BILLANCOURT

Dans l'automobile, Renault a été moins touché par la crise que certains de ses concurrents. Les ventes s'étaient maintenues pendant l'automne et l'hiver, et il n'y avait pas eu beaucoup de chômage technique : quatre jours fin 1974. Mais cela s'est fait au prix d'une aggravation de l'exploitation : depuis pratiquement deux ans, l'embauche est arrêtée et les départs ont fait que la charge de travail par ouvrier s'est considérablement accrue. Ceci crée dans les ateliers une grande révolte, d'autant qu'avec l'augmentation des prix, le niveau de vie baisse.

Dès le début de 75, tout le monde sent bien que ça ne peut pas durer : le chantage au chômage n'est pas suffisant pour briser la combativité.

L'OFFENSIVE OUVRIERE

● C'est chez les caristes que la lutte démarre à la mi-février. Les caristes exigent d'être payés tous pareils et comme des professionnels, c'est-à-dire au coefficient 180 maxi. Une grève de caristes à Billancourt, s'ils empêchent les chefs et les jaunes de se servir des cars, bloque rapidement toute l'usine. C'est ce qu'ils font, et au bout de quelques jours la Direction cède sur l'ensemble. Seule subsiste une période d'essai où l'on n'est pas encore au 180 maxi.

Si la Direction a cédé si facilement, c'est probablement parce qu'elle s'est rendue compte que la combativité était forte dans toute l'usine et que le blocage de la production par les caristes pouvait déclencher la grève de l'ensemble de l'usine.

La C.G.T. est également parfaitement consciente de la combativité d'ensemble. Si on peut dire qu'elle est à l'origine de la grève (elle ou le P.C. comme le dira Chirac du point de vue des chefs, ce sont les mêmes hommes), c'est parce que c'est elle qui a proposé de partir. Mais la forme de lutte qu'elle proposait : petits débrayages de deux heures ont été transformés par les ouvriers en grève illimitée. Ensuite, la C.G.T. a suivi la grève en veillant à ce qu'elle ne s'étende pas tout de suite à d'autres ateliers, car elle veut seulement de petits débrayages localisés pour arriver en position de « force » aux négociations sur les classifications prévues par la direction le 18 mars.

● Mais le calcul de la direction échoue complètement. Immédiatement après la victoire des caristes, d'autres ateliers partent en grève : des ateliers de chaînes de montage du 74, le 38, et le 77, qui est le département des O.S. d'entretien. Chez les O.S., toutes les revendications vont dans le même sens : c'est l'idée du « Travail égal, salaire égal », mis en avant par l'atelier des presses en 73 qui a fait son chemin.

La peinture demande : le 180 maxi pour tous, les 38 : 170 maxi. Sur les chaînes de montage, c'est plus compliqué : certaines, encore rares, ont imposé une certaine rotation du poste : les postes tranquilles et les postes les plus durs tournent, alors on peut unir tout le monde sur 170 maxi. La revendication qui en ressort c'est : une seule classe d'O.S. à 170 maxi avec, si nécessaire, rotation des postes et, pour les travaux plus qualifiés comme les caristes, la peinture : le 180 !

Les O.P. du 77, eux, exigent aussi une simplification de la hiérarchie, trois classes d'O.P. seulement et ils veulent aussi 250 F pour tous !...

C'est à ce moment-là que commence la lutte du Mans, sous une forme originale et, au départ du moins, efficace : le coulage des cadences : les ouvriers viennent à l'usine mais ne travaillent qu'à 50 % de ce que la direction leur imposait. Ils veulent 250 F pour tous et des revendications sur les classifications, qu'on ne connaîtra jamais exactement à Billancourt, la C.G.T. n'en parlant pas du tout.

A Billancourt, les grèves sont très offensives : manifestations dans toute l'usine, discussions entre grévistes et autres ateliers, et en particulier entre O.P. français du 77 et O.S. des chaînes du 74, blocage des chaînes, délégations massives chez les chefs d'ateliers.

Dès le départ la direction cherche à arrêter la lutte. D'abord elle accorde à l'avance ce qu'elle avait décidé de négocier le 18 mars : suppression pour chaque coefficient des trois indices : mini, moyen, maxi. Tout le monde est maintenant au maxi de son coefficient. Cela fait une petite augmentation pour ceux qui étaient au moyen et au mini. Mais rien n'y fait, car les grévistes exigent une réduction bien plus importante des divisions par les coefficients. Alors la direction change de style : elle résiste. Dans certains ateliers, les chefs font des promesses (qu'ils savent qu'ils ne pourront pas tenir parce que ce n'est pas eux qui décident), ailleurs, la direction fait donner la maîtrise et les chefs, fait venir des huissiers pour constater de prétendues infractions à la liberté du travail.

LA C.G.T. SABOTE LE MOUVEMENT DE MASSE

Quant à la C.G.T., elle fait tout son possible pour endiguer les luttes. Ce qu'elle veut, c'est que se maintienne une simple « agitation » pour se trouver, elle, en position de force pour les négociations du 18 mars, prévues depuis longtemps, sur les classifications. Pourquoi cette attitude ? Parce que les grèves développent les revendications qui ne sont pas du tout celles que veut négocier la C.G.T. le 18. Les grévistes

sont contre sa « grille unique des salaires » qui maintient la plupart des divisions. Alors la C.G.T. emploie tous les moyens : elle cherche à s'opposer aux discussions entre ateliers ; après un meeting dans l'usine où les O.P. de place Nationale étaient venus en masse et avaient sifflé les délégués en criant : occupation ! elle supprime un meeting O.P. prévu deux jours après. Prétexte : les gars ne sont pas assez chauds !

— Déformation systématique dans ces tracts des revendications ouvrières du genre travail égal salaire égal : grille hiérarchique de la C.G.T.

— Propositions constantes d'arrêter les grèves et d'adopter des formes de luttes simples : deux heures par jour en attendant le 18 mars, alors qu'avec la grève du Mans, la direction commence à faire une ou deux heures chômées par jour ! etc. Et dès le départ et jusqu'à la fin de la grève du Mans : aucune information à Billancourt sur cette grève !

INITIATIVE DE LA GAUCHE OUVRIERE

Dans ces conditions, la simple information sur les différentes luttes, sur les revendications, les thèmes de la démocratie de masse, de l'offensivité face au patron, reprennent, comme en 68, 71 et 73, une grande importance.

C'est pourquoi certains O.S., de leur

propre initiative, et d'autres avec les militants de l'U.C.F.M.L., interviennent activement là dessus.

Des O.S. du 74 rédigent un tract d'information et le font diffuser à l'extérieur signé : « Des ouvriers de l'île. ». Les ouvriers du 77 sortent deux tracts signés « Collectif de grève du 77 » pour expliquer leur grève et riposter aux mensonges C.G.T. Evidemment la C.G.T. et aussi la C.F.D.T. avaient refusé de l'imprimer et de le diffuser. L'U.C.F.M.L., en liaison avec les ouvriers O.S. mais aussi des O.P. intervient également pour soutenir la démocratie de masse, les discussions dans les ateliers sur les éléments du programme de lutte ouvrière, pour populariser les pratiques offensives et les contacts entre ateliers, en particulier entre O.S. et O.P., pour que, dans les ateliers non grévistes, l'unité autour de revendications anti-capitalistes justes s'accélère.

CONTRE-OFFENSIVE PATRONALE ET LE GRAND JEU CHIRAC/P.C.-C.G.T.

Face à l'ampleur des luttes, face à la forme de lutte originale du Mans, la direction ne veut rien céder.

A Billancourt, les grévistes qui ont à combattre à la fois l'intransigence de



1973 : le prolétariat international de France à Renault



Renault-Billancourt, 1952 : les ouvriers construisent des barricades contre les C.R.S.



la direction et les divisions de la C.G.T., n'arrivent pas à généraliser la grève et à lui donner un contenu qui permettrait d'en prendre la direction et de garder l'initiative. Atelier par atelier, le travail reprend, la grève la plus longue est celle du Mans qui dure une semaine.

Alors la direction lance une contre-offensive,

C'est le chantage à la crise : « la revendication du Mans : 250 F pour tous (mais il n'y avait pas que ça, en particulier, à Billancourt) met la région en péril », c'est lire sur lettre au personnel deux jours à l'avance, les ouvriers avaient riposté par l'occupation ! Enfin, elle refuse de négocier sur les classifications avec les syndicats le 19 mars si Le Mans ne reprend pas.

Et en même temps Chirac lance ses attaques contre le P.C., qu'il accuse d'être à l'origine des grèves et de vouloir faire sombrer la France dans l'anarchie.

Voilà les révisionnistes du P.C. et la C.G.T. bien coincés !

D'un côté la bourgeoisie, en l'attirant sur le terrain de la « politique », c'est-à-dire de la politique bourgeoise, les oblige à mettre en avant leurs propres solutions politiques bourgeoises à la crise : ils accusent le gouvernement d'empêcher la direction de l'usine nationalisée de négocier, et donc de vouloir porter un coup à leur chère nationalisation, ils sont obligés de développer leur théorie comme quoi il suffirait que la bourgeoisie augmente les salaires pour sortir de sa crise, et ils font de la propagande pour le Programme commun, seule solution à tous les problèmes.

Mais comme, du point de vue des masses, ils ont brisé l'élan des luttes à Billancourt et que par ailleurs les ouvriers n'ont aucun enthousiasme pour le Programme commun, ils ne les suivent pas sur ce terrain « politique », car ce n'est pas du tout de la politique prolétarienne. Que Chirac, Marchais et Ségué polémiquent deux fois par jour à la télé, c'est leur affaire, pas celle des ouvriers ! Nos révisionnistes sont donc sur la défensive :

Ils proposent des grèves de deux heures en plein chômage technique « pour exiger du gouvernement des négociations ». Presque personne ne les fait. Ils font délégation sur délégation et convoquent plusieurs manifestations à Billancourt. La plus importante d'entre elle regroupe 2 à 3.000 personnes, mais là dessus il y a au plus 500 ouvriers de Billancourt (sur 15.000), le reste, ce sont des militants C.G.T. de toute la région parisienne.

Pendant ce temps, à Billancourt, les pratiques de la C.G.T. lors des grèves, ont provoqué les scènes, maintenant habituelles, d'écœurement anti-syndical : cartes déchirées, délégués vidés de certains ateliers (en particulier au 77 et sur les chaînes).

Mais la combativité n'est pas entamée ; elle se manifeste par la volonté de faire quelque chose : contre le chômage, l'idée d'occupation est longue-

ment discutée, ou l'idée de partir en grève si la paye n'est pas complète. Mais en même temps, on se rend bien compte que pour reprendre l'initiative, il faut un mouvement d'ensemble de lutte qui donne un point de vue prolétarien sur la crise. Il serait aventuriste de se lancer sans cette direction révolutionnaire et ce point de vue d'ensemble dans une grève : on se ferait avoir par la direction et la C.G.T., comme en 73. Alors on attend un peu une initiative du Mans ; si le Mans occupait, on pourrait alors occuper en espérant que la direction nécessaire de la lutte pour les O.S. se ferait dans l'occupation.

Mais la C.G.T. coupe toute information et tout contact entre Le Mans et Billancourt.

Pour briser cela, nous envoyons d'abord trois camarades, dont un de l'usine, enquêter au Mans ; ils se font recevoir à coups de poing par la C.G.T. locale. Nous y retournons alors à trente et nous diffusons un tract d'information sur la situation à Billancourt. Après avoir tenu le terrain, à la grande fureur des révisionnistes, et les masses n'étant plus là, nous nous replions. C'est alors que les gros bras de la C.G.T., en survêtement et avec matraque, attaquent notre groupe. Ils sont reçus comme ils le méritent : face aux sociaux-fascistes, une seule tactique : riposter du tac-au-tac.

Dans l'usine, la dénonciation de la C.G.T. dépasse les traditionnels reproches de s'opposer à la démocratie. Le jeu Chirac/C.G.T.-P.C. fait que les discussions vont beaucoup plus loin : quelle est la politique des syndicats ? Quel est leur lien avec le P.C. ? Qu'est-ce qu'ils veulent comme société en France ?

Tout en continuant à populariser les aspects positifs des grèves : les revendications contre la division du travail, les progrès de l'unité entre O.S. et O.P., nous commençons un travail d'explication, à partir de leur comportement, de la nature et du projet politique des syndicats et du P.C., en particulier nous expliquons comment leur social-fascisme est lié à un projet politique réactionnaire.

Nous faisons ce travail en direction de toute l'usine, mais aussi dans des réunions avec des ouvriers révolutionnaires où nous menons la lutte idéologique sur ces questions et sur les conséquences qu'il faut en tirer pour l'organisation d'une direction des ouvriers sur l'usine.

LE COCORICO C.G.T. : UNE MYSTIFICATION

Alors que Billancourt travaille à peine deux jours par semaine, la direction propose un compromis au Mans :

Il ne porte que sur les salaires. La C.G.T. annonce 140 F d'augmentation. En réalité cette augmentation intègre une augmentation déjà prévue par un accord d'entreprise ainsi que l'augmentation résultant de la révision des classifications. Bien qu'il soit difficile de s'y retrouver dans la jungle de ces accords, ce qu'il y a de certain, c'est que tout le monde à Billancourt est convaincu qu'en réalité, il n'y a presque rien en plus (mettons 20 F qui s'ajoutent aux 23 F résultant de la grève des caristes), et qu'au regard de la longueur de la grève, du chômage qui sera indemnisé à 50 % seulement, c'est un échec. Quant aux classifications : rien, mais rendez-vous est pris avec les syndicats pour en discuter tranquillement plus tard, en dehors des luttes. Et c'est ce qui se fait, mais les reven-

dications des grèves à Billancourt sont oubliées par la C.G.T. qui négocie sur la base de sa grille unique, restreignant un peu le nombre des catégories, mais laissant subsister des divisions importantes, contrairement aux revendications des luttes. Quant aux licenciements, ils sont maintenus. Cependant, et c'est bien logique, la C.G.T. crie victoire. Il lui faut le faire croire, pour bien montrer que, face à Chirac, c'est elle qui a raison, c'est elle qui est plus forte !

LES LEÇONS DE LA GREVE

D'abord, c'est que la crise n'empêche pas la révolte ouvrière. Elle finit inévitablement par la provoquer.

La combativité n'est pas entamée par la peur du chômage. Et ça, même après la grève. A l'intérieur depuis 73, les choses ont bien avancé : les revendications contre la division du travail, contre l'écrasement par les cadences, se précisent et se généralisent. Les pratiques de démocratie offensive aussi : les délégués, on s'en passe ; quand les ouvriers révolutionnaires ont fait l'unité de l'atelier sur une revendication : délégation massive chez le chef d'atelier, le délégué, on lui permet de venir, à condition qu'il ne dise rien. Entre O.S. et O.P. l'unité progresse : les O.P., quand ils réfléchissent à leurs problèmes, s'inspirent de l'exemple des O.S., de leurs revendications.

— Ensuite, c'est que les syndicats, la C.G.T. en particulier, n'ont pas changé, comme certains l'ont pensé après la grève des P.T.T. La perspective du pouvoir s'est éloignée pour le P.C. et la C.G.T., alors ils mettent à mal l'union de la gauche et se montrent sous un jour « dur ». Car il leur faut assurer, et si possible renforcer, aux yeux de la bourgeoisie, leur capacité à manœuvrer la classe ouvrière.

Mais fondamentalement, ils n'ont pas changé : ils cherchent toujours à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres objectifs politiques.

Ça peut les amener à lancer un mouvement, car ils voient bien que la volonté de se battre existe, mais c'est ensuite pour le plier à leurs projets.

La C.G.T. se comporte de plus en plus en organisation politique, propagandiste du Programme commun, avec, comme aspect nécessaire de cette politique, des pratiques de plus en plus social-fascistes, contre les révolutionnaires évidemment, mais aussi contre les masses.

Quant à la C.F.D.T., comme toujours à Billancourt, elle a été totalement impuissante, pratiquement inexistante. Comme elle met toujours en avant l'unité syndicale par rapport à l'unité offensive des ouvriers, elle fait entièrement le jeu de la C.G.T., et en fin de compte du P.C. Cela a fait réfléchir pas mal d'ouvriers révolutionnaires qui y étaient rentrés ; ce sont eux qui ont été obligés de signer leur tract « Des ouvriers de l'île » car la C.F.D.T. avait refusé de la diffuser parce qu'il contenait des égratignures pour la C.G.T.

POUR UNE DIRECTION MARXISTE-LENINISTE DANS L'USINE

— Les ouvriers révolutionnaires : depuis la décomposition du Comité de lutte en 73, il n'existe pas d'organisation d'ouvriers dans l'usine. Mais les ouvriers, il y en a et beaucoup sont actifs.

Pendant ces grèves ils ont : — travaillé à formuler des revendica-

tions contre la division dans les ateliers, contre la division par le travail, chez les O.S. comme chez les O.P. ;

— dirigé des pratiques de masse offensives dans leur atelier, délégations massives chez les chefs d'atelier, expulsion de délégués voulant stopper la lutte, répression des jaunes ;

— tenté de rompre l'isolement entre ateliers, en particulier entre O.S. et O.P., et fait des tracts pour informer toute l'usine de la lutte des ateliers en grève.

Mais cette grève a bien montré, une fois de plus, que cela ne suffisait pas. Face à la C.G.T. et au P.C. qui eux, ont un projet politique d'ensemble, il ne suffit pas d'être à l'avant-garde de la démocratie et de la combativité. Il faut développer un projet politique révolutionnaire, concrètement sur l'usine : arriver à formuler un programme ouvrier de lutte contre la crise et s'armer d'un point de vue politique d'ensemble, du vrai marxisme : du marxisme-léninisme, pour pouvoir s'opposer à tous les niveaux aux syndicats.

Après la grève, le travail de l'U.C.F.M.L. a donc deux aspects :

D'abord, bien sûr, le soutien à la démocratie de masse. Dans cette période où la C.G.T. mène avec une toute petite minorité ses grèves en se désintéressant (au mieux) et la plupart du temps en manœuvrant et réprimant la masse des ouvriers, c'est particulièrement important. Aussi avons-nous lancé une feuille de boîte qui est diffusée régulièrement et qui contient des articles sur l'usine écrits par l'U.C.F.M.L. avec certains ouvriers (des ouvriers révolutionnaires évidemment, mais aussi des ouvriers qui, sans être des dirigeants d'atelier et sans vouloir pour l'instant s'organiser dans l'usine, sont très intéressés par la feuille). Ces articles portent sur tout ce qui se passe d'intéressant dans leurs ateliers et qui doit servir à faire avancer sur toute l'usine la construction d'un programme ouvrier.

Mais par ailleurs, dans notre travail avec les ouvriers révolutionnaires, l'U.C.F.M.L. donne beaucoup d'importance à la lutte idéologique sur la nature des syndicats et du P.C. et sur son projet politique, ceci dans le cadre de réunions d'école ouvrière. Cette lutte entre vrai et faux marxisme est aujourd'hui essentielle pour que progresse leur unification et la formation d'une direction révolutionnaire dans l'usine.

● ADRESSE : « LE M.-L. »
B.P. 278, 75827 PARIS
CEDEX 17

● Directeur de publication
P. GONIN

● Dépôt légal : 3/74

● Imp. N.P.P.-Projet
75020 Paris

● Diffusion : N.M.P.P.

● Commission paritaire
n° 56220

Chausson - Gennevilliers, 3.000 ouvriers, c'est une vraie place forte du prolétariat international de France, toutes les nationalités, y compris des Français, regroupés autour de la masse prolétarienne des camarades marocains.

Chausson-Gennevilliers, où l'on monte des carrosseries pour l'automobile (R 4, Estafette, Camionnette 404 Peugeot, etc.). C'est un bague capitaliste particulièrement infect : anarchie des ateliers, saleté repoussante, cadences, chefs, paye misérable, rien n'y manque.

Chausson-Gennevilliers, c'est un maillon faible du système C.G.T.-social-fasciste. Les délégués sont des incapables, le plus souvent racistes. Par peur des masses, ils ne proposent jamais rien.

Chausson-Gennevilliers, c'est le centre principal d'intervention, d'implantation, de la région U.C.F. M.L. du nord-ouest parisien. Deux ans de travail de masse, de travail communiste. Un noyau U.C.F. M.L. de base. Une école ouvrière marxiste-léniniste.

QUATRE GRANDES FORCES

La grève, la très longue et dure grève de mai-juin-juillet 75, va mettre aux prises quatre forces de classe, quatre forces politiques, dans les conditions concrètes de la crise du capitalisme.

A) Du côté bourgeois :

- Le patron, exploiteur rapace et vieille canaille, est en fait un sous-traitant des grandes firmes de l'automobile. Son autonomie est faible, la crise la diminue encore.

C'est, si l'on peut dire, un patron « centriste » : pas un fasciste pur, comme les criminels de Simca ou de Citroën, pas non plus un phraseur « libéral ».

En fait, il va s'abriter derrière l'Etat et ses flics, hésiter, lâcher pas mal de lest, se raccrocher désespérément à la C.G.T., dont le chef du personnel fera un chaleureux éloge (la C.G.T. a « évité les incidents », etc.).

- Les révisionnistes. D'abord surpris par les assauts de la gauche ouvrière (d'autant que la C.G.T. de l'usine est un ramassis de minables), ils vont faire donner tout leur appareil régional, le maire de Gennevilliers, membre du Comité Central, en tête. Par une sorte de fuite en avant, ils vont faire de la grève un enjeu national dans leur campagne politique contre Giscard-Chirac.

B) Du côté prolétarien :

- La gauche ouvrière manifeste une vigueur, un courage, un esprit d'invention étonnants. Une véritable force ouvrière anti-capitaliste surgit à Chausson. Cette force va attaquer pratiquement les révisionnistes du P.C.F. sur toutes les questions. Mais son organisation interne est presque inexistante ; sa vision des choses est trop limitée pour briser, de façon stabilisée, l'encerclement syndical. C'est une grande force d'avenir, qui fixe ses tâches à l'avant-garde.

- Les marxistes-léninistes de l'U.C.F.M.L. :

- soutiennent la gauche, poussent aussi loin que possible son autonomie de combat, systématisent les idées ouvrières ;

- formulent explicitement, dans la propagande de masse, et à partir des exemples concrets de la grève, la critique du projet révisionniste, et l'alternative marxiste-léniniste. Nous nous constituons ainsi comme le fer de lance anti-révisionniste de la gauche ouvrière ;

- inscrivent la révolte ouvrière dans la ligne anti-crise, la ligne des comités populaires anti-capitalistes.

QUE SE PASSE-T-IL AU CENTRE ?

Les larges masses se montrent rebelles à tout encadrement bourgeois. Les tentatives fascistes d'organisation de jaunes échouent lamentablement. Les discours révisionnistes contre Giscard-Chirac laissent tout le monde indifférent. En ce sens, les larges masses laissent faire la gauche ouvrière. Mais pas plus : le lien de la gauche aux larges masses reste faible. Il repose sur la solidarité de classe élémentaire, purement objective. En ce sens, il est vrai aussi que les larges masses laissent faire les révisionnistes.

Les groupuscules seront, d'un bout à l'autre, des paillasons des révisionnistes. Seule exception tactique : des trotskystes participent aux affrontements avec les flics. Dans l'ensemble, peureux, serviles, incapables de voir le nouveau, les groupuscules compteront pour zéro. Le pompon est gagné par le P.C.R.M.L., plus syndicaliste que la C.G.T. elle-même, au point de faire figurer dans les prétendues revendications le « droit syndical » : Ségué lui-même n'y aurait pas pensé, tant il est clair que les ouvriers les plus combattifs méprisent les syndicats.

La C.F.D.T., inconsistante, est dominée dans tout Gennevilliers par la peur panique de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire aux seigneurs révisionnistes. Son courage, elle le met à « conseiller » aux maoïstes de ne pas faire d'incidents. Sa doctrine, c'est : « Les gens du P.C.F. sont méchants, écrasons-nous. »

L'Association des Marocains en France (A.M.F.), où figurent, paraît-il, des « marxistes-léninistes », joue un rôle particulièrement nuisible de rabatteurs pour le P.C.F., de courroie de transmission entre l'appareil révisionniste et les Marocains. Au meeting du 5 juillet appelé par l'A.M.F., on entendra successivement le P.C.F., la C.G.T. et la mairie s'attribuer tous les mérites, et appeler à « faire le ménage » des gauchistes.

Voyons comment les forces principales se sont affirmées et affrontées dans quelques moments essentiels de la grève.

LE DECLENCHEMENT DU MOUVEMENT

Le mardi 13 mai, c'est la paie : révolte générale, révolte anti-crise ; les fluctuations d'horaires incessantes que provoque la crise aboutissent à des salaires dérisoires. Révolte d'autant plus violente que les cadences sont terribles, les ouvriers à bout de force.

Le lendemain, la C.G.T. propose un petit débrayage miteux, par solidarité avec les usines Chausson, de Reims et de Maubeuge, qui sont en grève sur des questions de classification (grève anti-hiérarchique).

Cette proposition timide fonctionne comme un signal : la tempête ouvrière emporte tout. Manifestations de masse dans tous les ateliers. Des chefs, qui cherchent à s'interposer, sont envoyés au tapis. L'occupation est imposée, les portes verrouillées.

Dès le début, la gauche ouvrière est à l'offensive. Son style est fixé : des coups de boutoir prolétariens, qui font des brèches terribles, défoncent les premières lignes de défense du syndicat, puis s'arrêtent.

LE COMITE DE GREVE

Face à la situation nouvelle, la ligne révisionniste va être : tenter d'utiliser l'énergie de classe de la gauche ; encadrer au plus près les ouvriers combattifs ; leur donner

des tâches nombreuses, et, en réalité, souvent stériles ; protéger le monopole de l'appareil sur les questions politiques ; se servir de la grève dure comme argument en faveur du projet social-fasciste : hurlements contre Giscard-Chirac, propagande martelée pour le P.C.F. et le programme commun, faux marxisme à gogo ; emporté par son élan, un bonze C.G.T. ira même jusqu'à parler une fois d'Etat bourgeois ! (Un imprudent, ce bonze. Faux marxisme, d'accord, mais n'en rajoutons pas).

La gauche ouvrière, elle, a pour idée de garder en main son initiative. Elle est matérialiste, elle sait qu'elle ne peut opposer à l'appareil révisionniste une force organisée comparable. Elle va donc pratiquer la surveillance antagonique du syndicat.

De leur côté, les révisionnistes sont sur le fil du rasoir, ils tremblent de peur. Ils doivent maintenir à tout prix leur pouvoir politique avec une gauche rebelle, violente, qu'ils ne connaissent pas, et que, racistes sur le fond, ils voudraient bien mépriser. L'Humanité, avec un paternalisme répugnant, parlera de ces ouvriers marocains « venus du Moyen-Age », et qui — O surprise dangereuse ! — font grève avec les Français ! Alors qu'il y a 80 % d'immigrés, que ce sont eux qui ont pris l'offensive, et que la plupart des Français ne font que suivre !

Tout cela fait qu'il y a deux grèves (la grève prolétarienne, la manœuvre politique révisionniste) collées l'une sur l'autre. Ouvriers révolutionnaires et syndicalistes ne se quittent plus d'une semelle : chacun court voir ce que l'autre mijote. Chacun embrasse l'autre avec un couteau derrière le dos.

Le résultat de cet équilibre instable, c'est le comité de grève : rassemblement, à réunion quotidienne, des syndicalistes et des durs de la lutte des classes. « Je te tiens, tu me tiens, par la barichette », forme organisationnelle de type nouveau, caractéristique de l'époque où s'affrontent, dans une mêlée encore confuse :

- la riposte prolétarienne à la crise ;

- le projet politique bourgeois de type nouveau des révisionnistes.

LA BATAILLE SUR LE PROGRAMME

Sur les revendications, le P.C.F. a ses idées toutes prêtes. Est bon ce qui va avec le programme commun, avec la lutte contre Giscard-Chirac, pour se disputer la direction — et les profits — du capitalisme en crise. Capitalisme bureaucratique d'Etat contre monopoles classiques.

Sur le plan économique, la C.G.T. veut surtout deux choses :

- exalter les nationalisations ;
- protéger la hiérarchie.

Le résultat, c'est le mot d'ordre : « 250 francs à valoir sur la parité avec Renault ». Deux pierres d'un coup : grand tam-tam sur Renault, et escamotage de la revendication égalitaire (puisque la parité Renault réintroduira la hiérarchie).

A travers de longues discussions démocratiques dans l'usine occupée, la gauche ouvrière va affirmer des idées de classe, complètement différentes. Elle met sur pied un programme en quatorze points

(tract reproduit). Les ouvriers sont d'accord pour dire qu'il y a là-dessus trois idées principales :

1) Quarante heures garanties, sans diminution de salaire.

C'est là une idée anti-crise, une idée anti-capitaliste profonde : ce que veulent les ouvriers, c'est détacher la question du salaire de celle du temps de travail. Le mécanisme de l'exploitation est, ici, frappé en son cœur.

2) « Que l'ouvrier soit respecté dans son travail ».

Revendication de force prolétarienne face à l'anarchie et à l'oppression croissantes, dans le contexte de crise. Exigence anti-raciste, anti-chefs, anti-fasciste : les ouvriers opposent au capitalisme malade leur dignité historique.

Révolte contre les cadences, du même coup : la production baisse et le patron essaie de maintenir son profit par la surexploitation. Le contrôle des cadences aujourd'hui, c'est une exigence anti-crise.

3) Pas d'augmentation à la tête du client par les chefs, pas de qualifications-bidon, augmentation égale pour tous.

Dans la ligne de la grande lutte



Semo - Fotolib

des O.S. des presses Renault (73), les ouvriers de Chausson se révoltent contre la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail.

Les syndicalistes refusent de publier ce programme. La gauche, représentée par son avant-garde, se tourne vers les maoïstes : l'U.C.F.M.L. sort le programme (tract ci-contre). La lutte entre les deux voies éclate au comité de grève : les ouvriers contraignent les syndicalistes à lire en assemblée générale le tract de l'U.C.F.M.L. ! Spectacle étonnant.

Mais coup de boutoir seulement, là encore. Au delà, le syndicat conserve le monopole des négociations : il fera prévaloir son programme. La contradiction tactique avec l'ennemi patronal s'aiguissant, la question du programme passe au second plan. Les ouvriers disent : « Notre vrai programme, ce sera pour les prochains combats. Prenons toujours les 250 francs. »

CONTRE LES FASCISTES

A Gennevilliers, capitale de la fraction du prolétariat international de France d'origine marocaine, Hassan II a organisé ses flics et ses mouchards, « l'Amicale des Maro-

RE, MARXISTES-LÉNINISTES-MAOISTES

cains », véritable racket policier. La grève de Chausson, qui libère l'énergie polétarienne et populaire, devient le centre d'une révolte générale contre cette « Amicale ». Ses membres sont expulsés de l'usine, pourchassés partout dans la ville. Ils se terrent : brusque renversement du rapport de force, en faveur du peuple.

Seule l'U.C.F.M.L. et le Comité Populaire anti-capitaliste systématisent cette révolte, appellent à son renforcement. Les gens du P.C.F. et de l'A.M.F. reprennent en apparence le mot d'ordre anti-amical, mais ils l'étouffent dans les masses, s'opposant à tout affrontement, mendiant misérablement l'interdiction de l'Amicale par Poniatowski.

La question de l'Amicale est en revanche pour nous un puissant levier de mobilisation du prolétariat international de France. C'est un des secteurs d'activité important, fixé par les ouvriers eux-mêmes, du Comité Populaire Anti-Capitaliste de la région.

CONTRE L'APPAREIL D'ETAT

Le dimanche 29 juin, à trois heures du matin, les flics investissent

res crible le rang des flics, qui cèdent la place !

Cette petite victoire tactique de la violence prolétarienne est d'une immense portée. Pour la première fois, la gauche ouvrière voit la réalité matérielle de sa force, de son courage. Elle en prend la mesure dans la vraie contradiction, celle avec l'appareil d'Etat. Une joie formidable rassemble les ouvriers et les militants.

Le lundi prolongera encore cette percée. L'usine reste assiégée par les prolétaires. Les cadres, terrés dans l'usine, sont bombardés, leurs voitures saccagées, à la moindre tentative de sortie.

Le lundi soir, provocation réactionnaire : profitant d'un rassemblement syndical à la Bourse du Travail (diversion amèrement critiquée par la gauche, qui voulait rester devant l'usine), les flics attaquent le foyer proche, cassent les portes et la télé, raflent des ouvriers au hasard. Jugement de flagrant délit, menace d'expulsion : on espère terroriser les masses, et en particulier les immigrés.

Le coup de boutoir de la gauche s'achève le mardi. Les révisionnistes, qui ont senti le vent du boulet,

Lanternier, un caudillo révisionniste au petit pied. Il finira mal...

Lanternier et sa clique utilisent ignoblement la provocation policière du lundi pour intimider les masses et les ramener sous leur houlette. Il y a deux jours incertains. Puis la gauche ouvrière se raffermi.

En vérité, le coup a porté. Le patron a tremblé. Il a déjà lâché 160 F, après la cogne avec les flics il promet les 250 F pour novembre. De fait, le patron et syndicat cherchent à calmer les masses à tout prix.

C'est une loi historique : quand le prolétariat se montre fort, menaçant, la collusion entre les différentes cliques bourgeoises l'emporte sur la rivalité. Main dans la main, C.G.T. et patron font face à l'orage, et vont désormais tenter de cuisiner une fin de grève bâclée.

LE PROLETARIAT INTERNATIONAL DE FRANCE

Trois camarades marocains ont été arrêtés pendant la provocation policière. Quelle attitude avoir ? Deux voies là-dessus encore.

Révissionnistes et Association des Marocains en France disent : on s'en occupe ! Restez tranquilles ! C'est dangereux ! Surtout, ils ne parlent que de la menace d'expulsion. Le procès les laisse froids. Leur but est clair : pleurer sur les immigrés, sur la répression spécifiquement anti-immigrés (l'expulsion). Faire oublier le fond du problème : les prolétaires de toutes nationalités, Marocains et jeunes Français en tête, se sont dressés violemment contre l'agression de l'Etat bourgeois. Les flics ont arrêté à cause de cela des ouvriers immigrés, n'importe lesquels. Ce procès, c'est exactement la même chose que l'arrivée des flics, c'est la machine de l'Etat contre les prolétaires.

A cela, il faut opposer l'unité de classe du prolétariat international de France, l'exigence absolue de l'égalité des droits politiques, du droit à la révolte, l'égalité pour le droit révolutionnaire essentiel : se dresser contre l'oppression.

L'U.C.F.M.L. prend en main la voie de gauche, appelle à venir au procès. Les révisionnistes répandent partout l'idée que c'est très dangereux. L'écho de masse de l'appel est considérable, mais la crainte des machinations juridiques inconnues l'emporte. Le Tribunal est si loin (Nanterre...).

Comédie judiciaire infâme, et parfois d'un comique sinistre.

Question du président : Profession ?

Réponse : Ouvrier spécialisé (O.S.).

Le président : Spécialisé en quoi ?

Tout est de cette farine : dépositions des flics toutes identiques, faites au moule, contradictions à l'audience, témoignages des Marocains tenus pour nuls. Racisme omniprésent, dans sa forme coloniale la plus triviale :

Président : Vous étiez à quelle distance ?

Réponse : Cinq ou six mètres.

Président : Vous êtes sûrs ? J'ai été chez vous, je connais bien, en voyage en mulot, on vous dit : c'est tout près, mais c'est très loin...

En fait, on a décidé de frapper des prolétaires immigrés, on les frappe. Ils n'ont rien fait de particulier ? Si ! Ils sont prolétaires, et marocains. Un mois de prison, dont quinze jours ferme. La commission d'expulsion se réunit aussitôt.

LA REPRISE

La reprise est décidée soudaine-

ment par les révisionnistes le mercredi 9 juillet pour le lendemain. Ils n'attendent plus rien de bon de cette grève, parce qu'en fin de compte, ils n'ont pu se soumettre la gauche. Le mardi 8, une dernière alerte les a mis sur le gril : suite à la nouvelle qu'un délégué a reçu une lettre de licenciement, une manifestation d'une centaine d'ouvriers se dirige vers les bâtiments administratifs, entre en trombe et s'installe dans le bureau du chef du personnel : une séquestration commence ! Après deux mois de grève ! Il faudra deux heures, et la mobilisation de tout l'appareil syndical, pour délivrer le monsieur.

Les résultats sont ceux acquis depuis quinze jours : 160 F, les 250 F en novembre, avec des combines hiérarchiques diverses. Pour les besoins de la cause, les syndicats gonflent ce « succès ». Comme le dira un ouvrier de l'avant-garde : « Avant, ils disaient que les 160 F c'étaient des miettes. Aujourd'hui, c'est devenu des morceaux. »

Cette reprise, la gauche ouvrière ne s'y oppose pas : elle sait qu'elle ne peut constituer sur ses propres forces un enjeu à la poursuite du combat. En même temps, c'est l'occasion pour elle de saisir sur le vif la trahison révisionniste. Elle voit dans les faits que la grève syndicale n'avait rien à voir avec la grève prolétarienne, ni dans le programme, ni dans la conduite de l'action, sur rien. Sa haine anti-syndicale augmente. La fraction non syndicaliste du comité de grève formule une charte ouvrière en trois points pour l'après-grève :

1) Contrôle des cadences : on fait le plan de la journée, et aucune voiture en plus.

2) Méfiance envers le syndicat, aucune adhésion dans l'année qui vient.

3) Pas de grève de 24 heures.

La bataille du bilan s'engage aussitôt : la diffusion du tract U.C.F.M.L. qui synthétise le point de vue d'avant-garde sur l'ensemble de la grève et sur l'avenir, tourne à l'empoignade physique avec les sociaux-fascistes. Nous bénéficions d'une protection de masse qui s'étend bien au-delà de la seule gauche.

ET APRES ?

La situation aujourd'hui est excellente. La gauche n'a pas faibli, l'anti-révissionisme s'est approfondi. Tout le mouvement bouleverse la situation de classe à Gennevilliers. L'U.C.F.M.L., les maoïstes, sont constitués par les masses comme seule alternative existante au révisionnisme. Les forces fascistes (Amicale, chefs...) baissent la tête.

Les tâches sont claires :

1) Mener au niveau de masse, avec fermeté et avec un point de vue politique large, la bataille du bilan contre les syndicalistes et la clique P.C.F.

2) Consolider la formulation du programme ouvrier, les pratiques qui lui correspondent (contrôle des cadences, etc.) et les formes d'organisation adéquates, notamment au niveau de l'atelier : organiser l'antisindicalisme.

3) Structurer l'avant-garde par la mise sur pied immédiate d'écoles ouvrières, avec pour premier objet d'étude, à travers le bilan de la grève, le projet politique révisionniste et l'alternative marxiste-léniniste.

4) Renforcer les liens entre le prolétariat de Chausson et la perspective des Comités Anti-Capitalistes. Le Comité doit lui-même populariser dans tout Gennevilliers les principales leçons de la grève.



champ de bataille, au petit matin, le lundi 30 juin

l'usine. Pas grand monde à l'intérieur, pas de résistance.

Tout le dimanche est tendu, nerveux, visages fermés. Les révisionnistes palabrent et multiplient les discours creux. Ils sentent que cette fois, la gauche peut prendre une initiative aux conséquences incalculables. Lui faire faire des tours de garde épuisants, la tenir en haleine, l'abreuver de hurlements contre « le pouvoir », très bien ! Mais la voir se jeter dans la contradiction antagonique, c'est effrayant ! L'appareil révisionniste cherche une concession prudente au mouvement de masse. Finalement, l'équilibre se fait sur l'idée d'entourer l'usine, de l'assiéger, d'empêcher tout jaune d'y rentrer, de bloquer les camions qui viennent prendre des pièces.

Dans la nuit de dimanche à lundi, c'est le face-à-face ouvriers/flics. Au fil des heures, les délégués ont disparu, et tout le monde le remarque. Ce n'est pas leur boulot, la guerre contre l'Etat !

Vers trois heures, un escadron de poulets harnachés fait mine d'avancer. La colère de classe explose enfin : une mitraille de pier-

deviennent ouvertement fascistes : calomnies insensées contre les maoïstes (ils dorment chez les flics, c'est des incendiaires, etc.), agressions physiques, vociférations.

Le P.C.F. essaie de fatiguer les masses et de brouiller leur mémoire politique des affrontements. Meeting sur meeting, assemblées-bidon, réunions stériles. Toutes les trois heures, le mégaphone syndical hurle ses insanités.

Le petit appareil syndicalo-révissionniste est hors d'usage. On fait donner le grand : le maire Lanternier, du Comité Central, est partout avec son écharpe tricolore. Il crie à la provocation gauchiste, multiplie les proclamations creuses, sue sang et eau, mais en vain, pour faire naître le culte de sa propre personnalité.

Il appartient bien au moment actuel, ce Lanternier.

Ce n'est pas un politicien académique dans le genre social-démocrate, mais un vrai politicien social-fasciste, qui bat la semelle et tente de rameuter directement les masses autour de lui. Toute la camarilla de ses larbins chantent ses louanges. Il veut devenir un chef,

PETITE HISTOIRE DU SYNDICALISME EN FRANCE

Le marxisme-léninisme a toujours soutenu que le problème essentiel de toute révolution était celui du pouvoir d'Etat. Toute activité révolutionnaire doit donc être analysée et jugée à la lumière de cette question.

La question syndicale ne fait pas exception à cette règle. Les expériences et les sentiments révolutionnaires dont elle est chargée ne peuvent, sur ce point, nous aveugler. Nous refusons de voir dans l'histoire du syndicalisme le développement ininterrompu d'organisations ouvrières de masse sans cesse plus larges, plus nombreuses, plus puissantes, utiles en soi à la cause révolutionnaire des ouvriers et du peuple. Nous refusons de voir dans le syndicat cette sorte de « père tranquille » de la transformation sociale, fidèle en toute hypothèse aux ouvriers puisqu'il en défend les intérêts.

L'intérêt suprême des ouvriers, c'est la révolution prolétarienne. La politique révolutionnaire c'est la mise en place et le renforcement des organisations de classe nécessaires à la conquête du pouvoir d'Etat. Pour le parti, c'est clair. Mais le

syndicalisme ? Quel est son rapport à la politique révolutionnaire, à la visée suprême du prolétariat : la destruction de l'Etat bourgeois et l'édification de sa propre dictature ?

— L'histoire du syndicalisme ne saurait donc être autre chose que l'histoire de son rapport à la lutte politique de classes, cette lutte politique est passée par diverses étapes et, à chacune d'elles, nous devons apprécier le rôle du syndicalisme en fonction des tâches des révolutionnaires, de la lutte d'idées qui se mène en leur sein et qui se condense dans des lignes politiques différentes. En étudiant ainsi l'histoire du syndicalisme, nous ne faisons que reprendre la méthode donnée par les grands éducateurs du prolétariat MARX et ENGELS : ne jamais traiter la question syndicale à part, la lier toujours aux intérêts suprêmes de la classe ouvrière.

— D'abord qu'est-ce qu'un syndicat ? Le syndicat est une forme d'organisation spontanée du prolétariat dans sa lutte contre le capital. A ses débuts, le prolétariat constitue une masse dispersée à

travers le pays et les usines, une masse également divisée par la concurrence que se font les ouvriers entre eux à la recherche d'un travail ou d'un salaire plus élevé. Progressivement la classe ouvrière va se doter de formes d'organisations qui vont représenter historiquement un premier pas en avant vers son autonomie de classe. Ce sont les caisses de secours mutuel, les organismes d'entraide encore dominés par les patrons puis les syndicats de métier, enfin les syndicats d'industrie.

— Ainsi le prolétariat s'unifie à son niveau le plus élémentaire : la résistance à l'exploitation capitaliste et surtout à sa tendance à la surexploitation (bas salaires, longues journées de travail, mauvaises conditions de travail). Ce faisant, le syndicat organise de larges masses de travailleurs qui, à travers les luttes accumulées, l'expérience, s'éveillent à la nécessité d'une transformation radicale du capitalisme.

Mais, d'un autre côté, le syndicalisme ne remet pas en cause le capitalisme, il en régularise simplement les effets. Les patrons, toujours assoiffés de plus-value, sont en effet poussés à surexploiter la classe ouvrière au point de détruire physiquement sa force de travail ou de s'exposer à sa révolte sauvage. Les patrons ont besoin d'un garde-fou qui les protège de leur soif inépuisable de profit, de façon à maintenir l'exploitation capitaliste dans des limites qui permettent sa continuation. Les patrons peuvent parfaitement utiliser le syndicalisme comme garde-fou. Ne voit-on pas des patrons réclamer un syndicalisme ouvrier fort et puissant ? C'est qu'il leur permet de régulariser, d'uniformiser le taux de salaire, et surtout de contenir la lutte ouvrière dans des limites permises par le capitalisme. Or, la classe ouvrière n'est pas seulement une classe exploitée mais une classe qui s'affranchira, tôt ou tard, de la domination bourgeoise et qui instaurera une société débarrassée de toute exploitation d'une classe sur une autre, une société sans classes : le communisme. N'ayant à perdre que leurs chaînes, les prolétaires libéreront toute l'humanité et c'est en cela que MARX écrit d'eux qu'ils forment la classe la plus révolutionnaire de l'histoire.

Pour réaliser cette mission historique, la classe ouvrière doit s'intéresser à la politique, c'est-à-dire au pouvoir d'Etat sans lequel elle sera toujours exploitée et opprimée. Mais conquérir le pouvoir d'Etat, ce ne peut pas être l'affaire du syndicat. Le syndicat, c'est l'usine, c'est la lutte contre le patron. La politique, c'est le renversement de l'Etat bourgeois, c'est la classe ouvrière sortant de l'usine et dirigeant les autres couches sociales ayant intérêt à la révolution, c'est la classe ouvrière s'appuyant sur ce camp du peuple pour s'attaquer à l'Etat bourgeois, véritable concentré du pouvoir de tous les patrons. Cela, seule une organisation qui représente les intérêts d'ensemble du prolétariat peut le mener à bien. Cette organisation, on l'appelle le parti.

Le syndicalisme, en lui-même, rend la classe ouvrière aveugle, impuissante puisqu'il tend à la séparer de son rôle historique, de la politique.

Alors quel est l'aspect du syndicalisme qui l'emporte ? L'aspect positif d'organisation des ouvriers, ou l'aspect négatif d'institution du capitalisme ?

Voyons cela précisément dans l'histoire du syndicalisme en France.

L'Anarcho-syndicalisme, un bilan de droite de la Commune de Paris

1871 : la Commune de Paris. Les ouvriers parisiens montent à l'assaut du ciel, c'est la première expérience au monde d'une forme d'Etat prolétarien. Cette expérience échoua et fut noyée dans le sang.

Cet échec a posé un ensemble de questions au mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial. Ces questions ont été systématisées par MARX dans son ouvrage « La guerre civile en France ». Trois d'entre elles sont d'une importance décisive et vont peser lourd sur le développement du syndicalisme :

— la question de la direction politique de l'offensive révolutionnaire (inexistence d'un parti prolétarien) ;

— la question de sa direction militaire (absence d'une offensive résolue en direction des forces réactionnaires des Versaillais) ;

— la question des alliances de classes (la classe ouvrière est isolée de la paysannerie en particulier).

Dès lors le prolétariat doit se saisir de ces leçons, édifier son parti, rassembler

La Commune de Paris, moment essentiel de l'histoire du prolétariat révolutionnaire de France.

une alliance de classes autour d'un programme de la révolution qui repose sur l'application créatrice du marxisme, à la situation concrète française, enfin adopter une stratégie et une tactique militaire propres à renverser l'Etat bourgeois, exclu à la fois le pacifisme et la défensive.

— En France, entre 1880 et 1900, le marxisme va pénétrer le rang des ouvriers, principalement ceux des grandes concentrations industrielles du Nord. C'est l'œuvre de Jules Guesde, propagandiste des idées et principes marxistes. Mais le guesdisme s'en tient aux principes, il n'en fait pas une application créatrice qui enthousiasme les masses. Le guesdisme est progressivement éliminé de la direction politique des syndicats au profit de la fédération des Bourses du travail tenue par Pellontier. C'est par cette fédération que les anarchistes firent la conquête des syndicats et répandirent l'anarcho-syndicalisme ou syndicalisme révolutionnaire.

Or, sur les trois points essentiels du bilan politique de la Commune les anarcho-syndicalistes prennent des positions anti-marxistes :

— le syndicat se suffit à lui-même, il est la forme suprême de l'émancipation ouvrière. Le syndicalisme doit être indépendant des partis identifiés à la politique bourgeoise et au parlementarisme ;

— la prise du pouvoir par la grève générale pacifique, paralysant par sa seule étendue, l'Etat bourgeois. La grève générale c'est l'économie de l'offensive révolutionnaire armée, de l'insurrection ainsi rangée au rang des vieilleries. En attendant cette grève générale et pour la préparer, le prolétariat doit s'éduquer à travers l'action revendicative quotidienne où il ne doit pas tant chercher des résultats que des formes dures de luttes, l'action directe. C'est le temps de la « gymnastique révolutionnaire », du verbalisme révolutionnaire qui vient heureusement combler l'énorme écart entre le but assigné au syndicalisme et sa banalité revendicative quotidienne ;

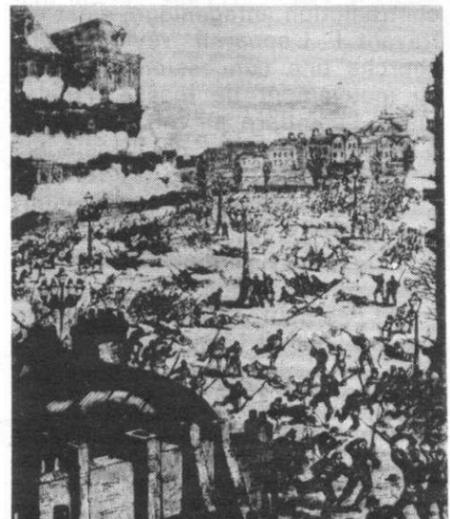
— l'ouvriérisme : le prolétariat se libérera seul au moyen du syndicat. C'est ce credo qui est consigné dans la fameuse Charte d'Amiens du congrès de la C.G.T. (1906).

La gauche ouvrière combative se reconnaît dans l'anarcho-syndicalisme et non dans le guesdisme. Fondé sur les luttes, l'action directe, le radicalisme dans l'action, le verbe révolutionnaire, l'anarcho-syndicalisme colle à la spontanéité de la révolte ouvrière et s'en fait l'écho le plus dynamique même s'il reste un syndicalisme extrêmement minoritaire.

Mais le syndicalisme révolutionnaire épuise la gauche ouvrière à travers des escarmouches sans fin et qui ne la mènent nulle part. Le secret de son impuissance, de son agitation stérile, c'est qu'il fonctionne comme un parti ouvrier sans projet d'Etat. Il sépare donc la classe ouvrière de son rôle historique, politique : conquérir le pouvoir d'Etat et édifier le socialisme. Non seulement il mène le prolétariat à l'impasse mais il a fait surtout le lit du réformisme tout comme il fait actuellement celui du révisionnisme. Son mépris ouvert de la question du Parti et de l'Etat finit par rejeter les ouvriers dans les bras de ceux qui fomentent des projets bourgeois d'Etat au nom des intérêts ouvriers. Son anti-parlementarisme impuissant alimente le parlementarisme bourgeois vécu comme seule issue possible pour changer la société d'exploitation. Les masses syndiquées n'ont plus qu'à se mettre à la remorque de la politique bourgeoise, faute d'avoir elles-mêmes leur propre politique. Et c'est le trade-unionisme, fils légitime du syndicalisme révolutionnaire.

C'est aussi en 1914 la grande trahison des chefs syndicalistes qui se rangent sous la bannière de l'Union Sacrée et se font les partisans actifs de la guerre impérialiste. Voilà le produit de la décomposition du syndicalisme révolutionnaire.

1917, la grande Révolution d'Octobre, le léninisme apporte le victorieux bilan de la période ouverte après la Commune de Paris. Se saisissant des leçons énoncées



LA POLITIQUE OUVRIERE DANS LA GREVE !

Le Comité de Grève de l'usine G a proposé un programme de revendications en quatorze points :

1. 250 francs d'augmentation pour tous.
2. Contrôle de la cadence.
3. Les mêmes bleus qu'à l'entretien pour tous, nettoyés par la société.
4. Changer les gants dès qu'ils sont usés.
5. 45 minutes de casse-croûte payées pour les équipes.
6. Paiement des indemnités de maladie pendant les congés sans solde.
7. Paiement des jours de grève.
8. L'ouvrier doit être respecté dans son travail.
9. Dissolution de l'Amicale des Marocains.
10. Droit à trois heures de bons de sortie par mois payées pour tous.
11. Pas d'augmentations individuelles à la tête du client par les chefs : même augmentations pour tous.
12. Quarante heures sans perte de salaire.
13. Modifier les horaires pendant le mois de Ramadan pour les ouvriers de l'équipe du soir.
14. Affichage de l'emploi du temps.

Ce programme résulte des discussions entre ouvriers. C'est un juste programme qui attaque l'organisation capitaliste du travail.

Le syndicat a refusé de tirer un tract avec ces quatorze points, disant qu'il n'a pas de papier, qu'il ne peut pas travailler le week-end... Le syndicat refuse d'écrire les revendications des ouvriers, il marque trois-quatre points, et ensuite, etc. Il refuse aussi de dire ces points en français dans les assemblées générales. Quelquefois ces points sont dits en arabe, pour faire plaisir aux ouvriers ; mais en français, on entend seulement parler de Giscard et Chirac et de la politique du P.C.F., et jamais des revendications ouvrières.

Cela prouve que, à Chausson, il n'y a pas une seule grève, il y a deux grèves : — la grève des ouvriers pour leurs revendications ; — la grève des syndicats et du Parti Communiste Français pour la publicité politique du P.C.F. et du Programme Commun.

Nous, révolutionnaires marxistes léninistes maoïstes, nous ne sommes pas contre la politique, au contraire. Une grève, c'est toujours de la politique, puisque c'est un moment de la lutte entre la classe des ouvriers et la classe des patrons. Mais nous sommes contre les politiciens bourgeois — P.C.F. et syndicats — qui utilisent les grèves ouvrières comme arme dans leur lutte pour le pouvoir contre d'autres politiciens bourgeois, tout en s'entendant avec eux pour trahir les vraies revendications ouvrières.

Nous sommes pour la POLITIQUE OUVRIERE ; la politique ouvrière, ça veut dire faire LE PROGRAMME DES OUVRIERS et le PLAN DE BATAILLE DES OUVRIERS face au patron.

Les ouvriers veulent diffuser et discuter leurs quatorze points de revendications. Ils ont bien raison. Il faut afficher et écrire partout les quatorze points de revendications, les discuter avec tous les camarades.

Il faut appeler tous les ouvriers à participer à l'occupation de l'usine pour discuter tous ces points.

VIVE LE PROGRAMME DE REVENDICATIONS DES OUVRIERS DE CHAUSSON !

DISCUTONS PARTOUT CE PROGRAMME ! FAISONS L'UNITE DE TOUS LES OUVRIERS PARTOUT DE CE PROGRAMME ! AINSI, LA GREVE DES OUVRIERS SERA DE PLUS EN PLUS FORTE.

Il faut aussi, camarades, discuter le plan de bataille des ouvriers dans la grève, pour faire céder le patron. Ce point est très important.

Le patron, pour le moment, ne veut rien entendre. Il envoie des lettres aux ouvriers racontant des mensonges, et faisant des propositions qui sont des provocations ridicules (comme les 150 F de prime juste au mois de mai !). Il a aussi envoyé une lettre spéciale aux gars qui ont une carte de l'Amicale des Marocains. Cela prouve qu'il essaie, avec l'Amicale des Marocains qui fait son sale boulot dans les cafés de Gennevilliers, d'organiser un groupe de mouchards et de jaunes pour attaquer la grève.

Le syndicat, lui se trouve pris entre le patron et les ouvriers. Le patron ne veut rien donner, et les ouvriers poussent les syndicats en avant. Aussi ces messieurs du syndicat se trouvent pris entre deux feux, ils marchent sur un fil, et ils commencent à avoir des vertiges. On les entend de plus en plus pleurer et se lamenter, dire qu'ils ne sont rien d'autre que de simples intermédiaires, de simples garçons de course entre les ouvriers et le patron. Dès que la lutte devient sérieuse, il faut s'attendre à les voir faire marche arrière, et à crier d'autant plus fort qu'ils sabordent la lutte par derrière.

Qui fait la garde, qui tient l'occupation de l'usine, qui défend la grève ? Ce sont les ouvriers.

C'est à eux de fixer le programme des revendications.

C'est à eux aussi de fixer le plan de bataille face au patron.

Il faut faire le plan de bataille pour :

- renforcer notre camp, rassembler nos amis
- prévoir les attaques de l'ennemi.

C'est pourquoi nous proposons deux points :

1) Organiser des équipes d'ouvriers pour aller voir ceux qui restent encore chez eux ; discuter avec eux le programme de revendications, et leur montrer que leur intérêt et de venir eux aussi renforcer l'occupation de l'usine. Comme ça, le camp des ouvriers sera de plus en plus fort et plus solide, l'occupation sera de plus en plus forte et solide.

2) Que tous les camarades qui font la garde discutent ensemble la possibilité d'une attaque des mouchards du patron ou des flics. A Reims, l'usine a été attaquée par une bande du syndicat fasciste C.F.T. de Citroën, protégée par les flics. Le syndicat les a laissés entrer, et ici à Gennevilliers, le syndicat dit déjà aussi que si les flics viennent, il faudra continuer la grève à l'extérieur de l'usine.

Dans ce cas-là, pourquoi avoir organisé l'occupation de l'usine ?

C'est bien aux ouvriers en grève, à ceux qui font la garde, de décider sur ce point.

On n'est pas obligé d'ouvrir sa porte aux flics et aux mouchards, au contraire. Les ouvriers de Chausson sont nombreux et peuvent renforcer encore plus l'occupation, et l'usine est placée au milieu d'un quartier d'ouvriers qui tous discutent de la grève de Chausson, des justes mots d'ordre des ouvriers de Chausson contre l'Amicale des Marocains, et qui sont prêts à les soutenir.

VIVE LA GREVE DES OUVRIERS DE CHAUSSON !

VIVENT LES 14 POINTS DE REVENDICATIONS !

ORGANISONS DES EQUIPES POUR EXPLIQUER CE PROGRAMME !

VIVE LE PLAN DE BATAILLE DES OUVRIERS DANS LA GREVE !

Union des Communistes de France
Marxistes-Léninistes - U.C.F.M.L.

Les 14 points ouvriers - Tract de l'U.C.F.L.M. lu en assemblée générale du comité de grève de Chausson.



Cheminots révoqués après la grande grève de 1920

par MARX, les appliquant aux conditions concrètes de la Russie tsariste, le prolétariat russe, sous la conduite de Lénine, donne la preuve par l'exemple de l'absurdité criminelle des thèses de l'anarcho-syndicalisme sur l'émancipation ouvrière. Le parti bolchevik, l'armée rouge, l'alliance paysan-ouvrier dans les Soviets, c'est l'application concrète et créatrice du Marxisme à la Russie et c'est la force de la révolution, la clé de ses problèmes.

Le grand vent de la Révolution d'Octobre emportera définitivement le syndicalisme révolutionnaire en tant que courant organisé principal dans la classe ouvrière de France. Mais en a-t-on fini pour autant avec l'idéologie de l'anarcho-syndicalisme et de son inévitable complément : le parlementarisme bourgeois ? Non, car l'immense exemple de la révolution bolchévique ne saurait à lui seul balayer des obstacles qui appartiennent à l'histoire et à la politique du prolétariat de France. Après 1917, c'est aux révolutionnaires, aux communistes de France que revient la tâche de faire fusionner le marxisme-léninisme et le mouvement ouvrier français, d'aller plus avant que le stérile guesdisme, faire-valoir de la spontanéité ouvrière, du syndicalisme révolutionnaire.

Cette période (1917-1936) est marquée par deux caractéristiques nouvelles

— *La Révolution d'Octobre* : les communistes sont à l'offensive. Ayant pour arrière les succès de la révolution bolchévique et les leçons du léninisme, des P.C. se créent partout en Europe. Les pseudo-socialistes, les sociaux-démocrates, apparaissent comme les opposants à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat.

— *Le développement de l'impérialisme* qui renforce les rangs de l'aristocratie ouvrière dans les métropoles impérialistes. Cette couche embourgeoisée de la classe ouvrière voit dans le syndicat l'instrument privilégié pour disputer une partie des surprofits impérialistes à la bourgeoisie. En retour, celle-ci s'efforce d'intégrer progressivement le syndicat à son appareil d'Etat, ce que la guerre impérialiste de 14-18 avait amorcé déjà à une très large échelle. « Pendant la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ». Deuxième congrès de l'Internationale Communiste.

Ces deux caractéristiques permettent d'expliquer la forme nouvelle prise par la lutte idéologique au sein du mouvement ouvrier sur la question syndicale :

— d'un côté, les réformistes, ceux qui prônent un syndicalisme de collaboration de classe, les Jouhaud et Cie. C'est à cette époque que les thèmes de la « planification économique », des nationalisations... sont avancés ;

— de l'autre, les communistes, ceux qui maintiennent de fermes positions de classe et refusent toute compromission avec l'Etat bourgeois.

Une scission étant intervenue en 1922 à l'initiative de Jouhaud (C.G.T.), les communistes et les syndicalistes révolutionnaires se regroupent au sein de la C.G.T.U. Cette centrale lancera les mots d'ordre les plus enthousiasmants, les plus révolutionnaires, que ce soit à l'occasion des grèves politiques contre l'Etat bourgeois au début des années 1920, que ce soit dans ses actions anti-impérialistes contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et contre la guerre colonialiste française au Maroc, que ce soit enfin dans son inlassable dénonciation de la pratique de collaboration de classes de la C.G.T.

— Sur le plan de l'organisation, la C.G.T.U. combat la scission, lance des appels à la réunification syndicale, met en avant une politique de front unique dans les luttes ouvrières.

Incontestablement, la C.G.T.U. rassemble la gauche ouvrière et maintient ferme

la tradition révolutionnaire du prolétariat de France, pendant cette période.

Cependant, il est notoire que la C.G.T.U. ne réussit pas à faire une percée de masse décisive qui eût changé le rapport de forces entre elle et la C.G.T. La C.G.T.U. se maintient sur la défensive et sera contrainte d'accepter un grand nombre de conditions posées par la C.G.T. réformiste au congrès de réunification de Toulouse en 1936. Quelles en sont les raisons ?

Le grand thème de la C.G.T.U., c'est la lutte de classes. Mais ce thème, si glorieux soit-il, ne suffit pas à briser les limites tracées par l'Etat bourgeois au syndicalisme et analysées plus haut. Appeler à retrouver un syndicalisme de lutte des classes, ce n'est pas, en particulier, suffire pour lutter de façon décisive contre l'anarcho-syndicalisme.

Or, l'anarcho-syndicalisme, même s'il est vaincu organisationnellement, reste la principale cible à abattre parce qu'il traduit faussement, depuis la Commune, la volonté de lutte la plus combative du prolétariat français. Le syndicalisme révolutionnaire exalte la lutte des classes, mais il ne dit rien de la politique révolutionnaire, il sépare la classe ouvrière de sa propre politique.

Dès lors, la question principale c'est : que la classe ouvrière, à travers son parti et ses organisations de masse, s'empare de la politique, fixe une stratégie et une tactique de la prise du pouvoir d'Etat en France. Que le P.C. dirige le processus de fusion du M.L. au mouvement ouvrier et populaire de France, que les organisations de masse soient le lieu de cette large fusion et non des institutions asservies, en dernier ressort, à la perpétuation du capitalisme. Le léninisme est vivant, alors qu'il vive en France sous la conduite du P.C. ! Ceci, c'est la clé du dépassement de la question syndicale.

Or, du point de vue des masses, en dernier ressort la C.G.T.U., tout comme les noyaux communistes implantés à la C.G.T., apparaissent comme opposant un syndicalisme dur de lutte de classe à un syndicalisme mou de collaboration de classe. La conséquence, c'est que la lutte idéologique est organisationnelle ; la question essentielle devient rallier les durs de la lutte de classe encore présents dans la C.G.T., ce n'est pas la question de l'avant-garde du mouvement de masse structurée autour de l'édification d'un programme révolutionnaire. On ne mise pas sur la contradiction fondamentale M.L./anarcho-syndicalisme, ce n'est pas programme syndical ou programme révolutionnaire, c'est lutte de classes ou collaboration. Ceci a pour effet qu'il est possible et nécessaire, comme étant la seule ligne, de conquérir l'appareil syndical en tant que tel.

Les mots d'ordre de réunification syndicale, de lutte contre la pseudo-autonomie et indépendance syndicale des Jouhaud, ne recouvrent pas, aux yeux des masses, une alternative claire face au syndicalisme traditionnel, du point de vue du contenu et des espoirs prolétariens. N'avançant pas de contenu positif nouveau, la C.G.T.U. est contrainte d'accepter le terrain de discussion favori du syndicalisme en France : les principes anarcho-syndicalistes, la séparation de la classe ouvrière de son rôle historique. Il est d'ailleurs significatif qu'en 1936, au congrès de réunification de Toulouse, la C.G.T.U. se batte essentiellement sur les statuts et non sur la question du programme qu'elle déclare ouvertement secondaire.

Cette manière de concevoir la réunification syndicale s'explique pour une part, par la conjoncture internationale. Devant la crise économique et la montée du fascisme, la III^e Internationale lance la directive du Front unique avec les partis sociaux-démocrates dès 1934. En France, c'est le rassemblement populaire, union des partis de gauche sur un programme de libertés publiques, de défense de la Paix et de revendications économiques. Le congrès de réunification de MARS 36 suivra de peu cet accord politique.

Mais la situation internationale des années 30 ne constitue par le facteur déter-

minant. De 1927 à 1934, le P.C.F. s'oriente progressivement vers une conception strictement organisationnelle du ralliement du mouvement de masse au M.L. Il s'agit de rallier les larges masses au syndicalisme, lui-même dirigé par le P.C.F. C'est un processus à deux étages et le P.C. tend à n'intervenir qu'au deuxième étage, une fois que les larges masses sont organisées dans les syndicats. Et souvent, le ralliement d'autres fractions des masses populaires est entendu comme une pratique d'unité avec d'autres organisations. Que cette pratique d'unité se réalise à la base (comme entre 27 et 32 avec les comités d'unité syndicale à la base) ou au sommet (après 34) ne change rien quand au fond. Il y a une conception de l'unité à la base qui est de fait profondément anarcho-syndicaliste. Le thème de l'unité à la base se divise en deux : unité à la base autour de son programme de classe, ou contre l'idée d'organisation d'ensemble (il se confirme toujours que la dialectique base-sommet n'est pas M.L., les agents organisés de cette soi-disant dialectique sont les trotskystes).

Un exemple de cette conception : Dans le cours du mouvement populaire de 36, le P.C.F. fera passer sa liaison aux masses par le seul syndicalisme. Alors que peu de temps auparavant Thorez (discours au congrès du P.C. de Villeurbanne, janvier 36) glorifie encore « l'activité extra-parlementaire des masses » et l'organisation des comités locaux de front populaire élus par le peuple, le P.C.F. s'en tiendra au seul canal du syndicalisme et aux cartels des partis de gauche (il s'agit là d'une ligne de démarcation décisive, c'est une organisation de masse ayant une signification de classe). C'est pour cette raison que l'on a pu parler de la *syndicalisation du parti*.

Cette conception résulte d'un interprétation unilatérale des directives de la III^e Internationale. Celle-ci met bien entendu l'accent sur la lutte contre la scission et sur la formation de noyaux communistes dans les syndicats, mais si les communistes doivent soumettre les syndicats au P.C., ce n'est pas au sens d'une soumission formelle, bureaucratique. En militant dans les syndicats pour en prendre la direction, les communistes ont pour objectif de les transformer en *organes prolétariens*.

Faire des syndicats un organe prolétarien des masses, un organe conscient de la révolution, pour reprendre les expressions de la III^e Internationale, exige de transformer radicalement la nature interne du syndicalisme, d'abord défini comme un rouage nécessaire du capitalisme. Cette transformation radicale ne peut se réaliser que sur la base d'une fusion du marxisme-léninisme aux aspirations révolutionnaires dégagées par le mouvement de masse, sous la direction du P.C.

Ainsi l'organisation de masse devient le premier lieu de fusion à travers son programme, des initiatives des masses populaires, véritables agents de l'histoire, et du marxisme-léninisme, guide indispensable du mouvement ouvrier.

Or, le syndicalisme, c'est avant tout la nécessaire mais étroite confrontation avec le patronat, la revendication enfermée dans les limites de l'usine ou de la branche d'industrie. Ce n'est pas, comme le pensent les anarcho-syndicalistes, en sommant les revendications d'usine (grève générale paralysante) qu'on attaque le concentré du capitalisme : le pouvoir d'Etat des bourgeois. Cela suppose une lutte politique particulière, s'appuyant sur un projet d'Etat prolétarien. Par nature, le syndicalisme est donc déconnecté de la question du pouvoir, de l'Etat. Or, les aspirations révolutionnaires du mouvement de masse vont toujours plus loin que les simples revendications, même lorsqu'il s'agit d'une simple lutte d'usine. Derrière ces aspirations dispersées, il y a l'idée fondamentale d'en finir avec le capitalisme et nous n'en sommes plus au temps où les ouvriers devaient d'abord faire l'expé-

rience de l'inutilité des réformes dans le capitalisme pour découvrir sa vraie nature!

Or, si le contenu du syndicat n'est pas la fusion du marxisme-léninisme et des aspirations populaires, si donc il ne donne pas de perspectives de pouvoir à ces aspirations, il se réduit inévitablement à un organe bourgeois séparant le mouvement des masses de la question du pouvoir, de la politique. Le mouvement des masses, canalisé par les formes syndicales, soumis à un programme étriqué de revendications, n'est plus alors une force historique mais une force aveugle soumise à la politique bourgeoise puisqu'elle n'a rien à dire d'autre que ce que disent les bourgeois sur la question de son pouvoir.

C'est tout particulièrement le cas en 1936. Le formidable mouvement de masse n'a pas d'autre projet d'Etat que la politique social-démocrate consistant « à gérer les affaires du capitalisme » de l'aveu même de Blum. Dès lors, le syndicalisme n'est plus qu'un instrument ouvrier de masse au service d'une coalition politique bourgeoise sous direction social-démocrate. Il se borne à présenter et à négocier des cahiers de revendications étroitement professionnalisés. Or, le mouvement de masse est porteur de bien autre chose, et même s'il ne possède pas de direction politique révolutionnaire, il témoigne d'une force sociale capable de grandes transformations : à preuve, la forme nouvelle de l'occupation des usines, la prolongation systématique des luttes au-delà de la satisfaction des revendications initiales, l'initiative constante que manifestent les travailleurs en dehors d'ailleurs du cadre syndical.

L'énorme gonflement (1) des effectifs de la C.G.T. entre mai 36 et 1937 (de un million à cinq millions) ne doit pas faire oublier que le syndicat n'exerce aucune direction politique révolutionnaire sur le mouvement, mais qu'au contraire il le freine, il le mutile et que c'est un gonflement strictement lié au mouvement de masse, suivi d'un dégonflement. Ainsi naît et va de plus en plus se développer la séparation entre le mouvement de masses et le syndicalisme.

N'ayant aucune perspective de pouvoir prolétarien et ne s'appuyant pas sur les masses, le syndicalisme va s'intégrer inévitablement à l'appareil d'Etat bourgeois et se transformer en un de ses rouages. En 1936, face à la résistance patronale, la C.G.T. fait systématiquement appel à l'Etat bourgeois afin qu'il mette sur pied une législation sur l'arbitrage et la conciliation des conflits. Par ailleurs, les syndicalistes entrent dans toute une série d'organismes publics (conseils d'administration des entreprises nationalisées, conseil de la Banque de France).

Le syndicalisme, instrument politique au service d'un projet d'Etat bourgeois de type nouveau

Depuis la Libération, deux conditions d'ensemble du syndicalisme se sont modifiées :

1) *La séparation progressive du mouvement des masses et du renforcement de l'organisation syndicale*. Dans cette période, il y a eu de grands mouvements de masse qui se sont soldés par le dégoût du syndicalisme. Le dernier en date et le plus fort d'entre eux, est celui de Mai 68. Le syndicalisme ne vit plus de la dynamique des masses ouvrières mais essentiellement de sa constitution en interlocuteur ouvrier du patronat et de l'Etat bourgeois. Du point de vue du contenu, la C.G.T. a abandonné la référence à l'abolition du salariat dans ses statuts et son programme actuel est le strict reflet de la division bourgeoise de la classe ouvrière : hiérarchie des salaires, défense des privilèges du travail intellectuel, culte de la technique et de l'encadrement. Il n'est donc pas étonnant que la C.G.T.



68, Renault: l'occupation style syndical

organise principalement la couche supérieure de la classe ouvrière et que les couches les plus exploitées (femmes, immigrés, jeunes, O.S.) ne soient pas syndiquées. Les larges masses ouvrières les plus combattives sont à l'extérieur des syndicats et manifestent, à chaque mouvement de masse, un anti-syndicalisme résolu (grèves sauvages, dénonciation des trahisons syndicales...).

2) L'apparition du révisionnisme moderne en U.R.S.S. sous la forme de la restauration d'un Etat bourgeois de type nouveau.

La restauration du capitalisme en U.R.S.S. montre que la classe ouvrière et les communistes portent dans leurs flancs la possibilité d'une dégénérescence tant que n'auront pas été éliminées toutes les séquelles du capitalisme : différences entre ville et campagne, entre ouvrier et paysan, entre le travail manuel et le travail intellectuel ; la hiérarchie des salaires et le système des primes ; les différentes formes de propriété (collective et d'Etat) ; le droit bourgeois, droit inégal par excellence. Toutes ces séquelles existent encore pendant une longue période dans le socialisme et le danger est grand qu'elles servent de base à une restauration du capitalisme autour d'une bourgeoisie monopoliste bureaucratique d'Etat comme en U.R.S.S.

Si la dégénérescence des organisations ouvrières et des organisations communistes est rendue possible dans le socialisme, cela est encore plus vrai de ces organisations en système capitaliste. Le P.C.F. et la C.G.T. ont connu cette dégénérescence et se sont transformés en organisations politiques contre-révolutionnaires dont la nouveauté révisionniste réside dans les trois caractéristiques suivantes :

a) elles ont un projet d'Etat bourgeois de façon à établir un capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat (nationalisations bourgeoises), recours ultime de la bourgeoisie en période de grave crise ;

b) malgré les apparences, la stratégie des révisionnistes pour édifier ce pouvoir n'a pas les élections comme élément

principal. Quand les révisionnistes accordent une importance aux élections, c'est qu'ils y voient un des moyens privilégiés d'infiltration dans l'appareil de l'Etat. La mort de l'Union de la gauche à l'initiative du P.C.F., le récent exemple du Portugal le montrent bien. Leur façon particulière d'imposer leur projet politique, c'est l'infiltration dans l'appareil d'Etat bourgeois (noyautage de l'armée, de la police, des administrations, de l'éducation...) puis le coup d'Etat. Dans cette perspective, le syndicalisme c'est l'instrument à base de masse ouvrière dont se sert le P.C.F. pour parvenir au pouvoir et imposer sa société bourgeoise de type nouveau. D'un côté, le syndicat embrigade les masses ouvrières au service du Programme commun et d'un projet d'Etat bourgeois. De l'autre, il joue le rôle de police politique en essayant de briser tout mouvement de masse révolutionnaire qui remettrait en cause ce schéma. C'est ce double rôle qui constitue le syndicalisme : à la fois force de frappe ouvrière du projet politique du P.C.F. (un des exemples les plus nets est la tentative du P.C. de retourner au gouvernement dont il avait été chassé en novembre-décembre 47 par le moyen d'une instrumentation des grandes grèves de cette même période) et police politique du mouvement révolutionnaire de masse.

La période 47-48 est dominée par trois grands éléments de conjoncture :

1) la contradiction aiguë entre le camp socialiste et le camp impérialiste, c'est la période de la guerre froide ;

2) l'acuité de la contradiction bourgeoisie-prolétariat qui se traduit par de grands combats de classe ;

3) c'est une période où le P.C. est hégémonique sur le syndicat.

La politique du P. « C. » F. est de subordonner la contradiction bourgeoisie-prolétariat 1) à la contradiction camp socialiste-camp impérialiste et 2) à sa stratégie parlementaire et gouvernementale.

La puissance du mouvement prolétarien est telle que le P.C. lui fait des concessions comme le comité de grève national, mais il a lui-même condamné cette innovation comme ultra gauche juste après (la



Henri BUREAU - SYGMA

Aujourd'hui les deux bonzes social-fascistes.

grève de Renault en 1947 n'est pas à son initiative).

L'ensemble a abouti à un considérable découragement et à une combativité épuisée. Le P.C. est toujours attelé à autre chose qu'à son identité interne. Il ne sort rien pour le prolétariat de ces batailles, le P.C., la C.G.T. additionne les vices de l'anarcho-syndicalisme, et une conception erronée du rôle des causes externes.

Mais, nous dira-t-on, et la C.F.D.T. ?

La C.F.D.T., c'est la grande tradition de l'anarcho-syndicalisme qui, sous couvert de démocratie et de luttes dures, a toujours conduit les ouvriers dans une impasse politique. Dans la mesure où la C.F.D.T. n'offre aucune perspective prolétarienne sur la question de l'Etat (à preuve la bouillie autogestionnaire), elle mène inévitablement les ouvriers dans les bras, soit du parlementarisme bourgeois, de la vieille social-démocratie, soit du projet d'Etat révisionniste. Pour ce qui concerne la politique, la C.F.D.T. finit par servir de force de ralliement et d'appoint aux partis bourgeois, à la bourgeoisie. Il est donc de la première importance de combattre les illusions entretenues par la C.F.D.T. auprès d'un certain nombre d'ouvriers combattifs.

c) L'idéologie du faux marxisme.

La C.G.T. se réclame du marxisme pour recouvrir son projet bourgeois. Elle agite le drapeau rouge pour mieux le combattre et perpétuer la dictature d'une clique bourgeoise. Elle espère ainsi mieux trom-

per les ouvriers sur sa véritable nature. Mais ce « marxisme » est un faux marxisme, une révision ouverte des principes du M.L. sur la question de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

— Le syndicalisme dominant n'est plus maintenant du type du syndicalisme réactionnaire classique. Notre critique et notre position vis-à-vis du syndicalisme ne peuvent donc plus être les mêmes.

— Le syndicalisme actuel est profondément intégré au projet politique du révisionnisme, il en est le bras vivant. C'est la raison pour laquelle tout entrisme dans les syndicats est maintenant une entreprise qui cautionne le révisionnisme.

— La tâche des révolutionnaires et des M.L. est de soutenir vigoureusement l'anti-syndicalisme comme forme actuelle de l'anti-révisionnisme du mouvement de masse. Elle est de soutenir et de diriger la constitution de nouvelles organisations de masses ouvrières, réalisant la fusion du M.L. aux conditions concrètes de la révolution en France et s'inscrivant dans une stratégie révolutionnaire de prise de pouvoir d'Etat par le prolétariat. Aujourd'hui, cette tâche et celle de détruire des organes de pouvoir révisionnistes dans la classe ouvrière (les syndicats) ne font qu'un.

(1) Ce gonflement provient d'ailleurs essentiellement de la syndicalisation d'employés et de l'implantation de sections syndicales dans les petites et moyennes entreprises.

LES COMITES POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES (3 exemples)

Des points de départ très différents, une même ligne politique, celle de l'U.C.F.M.L. : construire le parti au sein de la révolte de la lutte, de l'organisation des masses populaires contre le capitalisme en crise, contre son Etat bourgeois, contre les révisionnistes, les syndicalistes.

EXEMPLE 1 : LA REGION X

Grande banlieue populaire, 30 000 habitants sur 10 km² de tours de béton, 400 000 tout autour. L'U.C.F.M.L. est liée depuis longtemps à tout un passé de luttes populaires sur la question du logement, de l'école, du racisme, du soutien à d'autres luttes populaires et ouvrières. L'U.C.F.M.L. y est connue par sa propagande, que ce soit sur l'internationalisme prolétarien, sur l'unité du prolétariat international de France, sur la crise du capitalisme, sur la dénonciation du programme commun et des révisionnistes.

Dans cette zone les formes de luttes massives, violentes, inventives ne sont pas le problème principal. Séquestre un gérant, refuser des augmentations de loyers, publier des bulletins de contrôle des prix chez tous les commerçants du quartier, organiser des délégations massives, tout cela fait partie des traditions locales. Mais aujourd'hui, les formes de luttes passent au second plan. La crise du capitalisme se manifeste très concrètement par la valse des étiquettes, par un grand nombre d'hommes, de jeunes, de femmes au chômage, par l'extension massive des coupures d'électricité ; il s'agit de répondre au niveau d'ensemble, il faut bâtir une organisation qui situe les luttes dans une stratégie d'ensemble clairement anticapitaliste, d'autant plus que les révoltes populaires se font de plus en plus nombreuses, fréquentes et variées dans la zone, d'autant plus que le P.C.F., bien que rejeté partout, tente de coiffer la zone en regroupant des associations de locataires à sa botte.

La clé de la transformation politique de cette situation, c'est la compréhension par les larges masses de la nature de la crise, du projet des bourgeois au pouvoir et de ceux des révisionnistes ; c'est l'application vivante du programme anticapitaliste des Comités Populaires.

Or, il existe dans ce quartier, un regroupement populaire et ouvrier constitué, au fil des luttes, autour de l'U.C.F.M.L. Dans la dernière période, les camarades les plus avancés de ce regroupement transforment sérieusement leur point de vue trop localiste et activiste, à partir de la mise en place d'une école ouvrière, à partir du jour-

nal « le Marxiste-Léniniste », et surtout après un meeting central de l'U.C.F.M.L. faisant le bilan de la conjoncture mondiale et nationale et appelant à la création des C.P.A.C.

Ces camarades décident alors de s'organiser en cellule U.C.F.M.L. et de développer le regroupement populaire et ouvrier existant en soutenant ses aspects positifs (luttes et révoltes résolues contre toutes les manifestations de l'aggravation de la crise) et en corrigeant ses tendances négatives au localisme, à la routine, à la mentalité syndicaliste.

Voilà pourquoi la première tâche décidée est de développer un large travail de propagande sur la situation d'ensemble quant au fond, et sur les luttes quant aux exemples. Le but de cette propagande, c'est d'organiser. Il ne s'agit plus dans la zone X, comme en 1970, de dire « Notre lutte est juste, soutenez-nous ». C'est tout autre chose aujourd'hui : on dit « Voilà le capitalisme en crise, voilà ce que dans nos luttes, dans nos initiatives, exprime la voie révolutionnaire aujourd'hui. Rejoignez-la, rejetez les révisionnistes, formons un puissant comité anti-capitaliste, ouvrier et populaire ».

A partir de là, tout reste encore à faire : il y a ceux qui sont d'accord avec l'ensemble du projet et qui rejoignent le groupe qui travaille à former le comité et il y a ceux qui manifestent leur accord sur tel ou tel point ; des femmes qui s'enthousiasment pour le contrôle des prix et pour l'alliance avec les paysans pauvres, des ouvrières qui demandent aux camarades de venir sur leur usine parce qu'il va y avoir des licenciements.

Résoudre ces différences tout en allant de l'avant, cela est dans la nature même d'une organisation de masse anti-capitaliste : il faut veiller au centralisme, faire que les réunions aient lieu régulièrement, que les différents enjeux y soient confrontés et analysés en s'appuyant sur ceux qui sont les plus significatifs contre les capitalistes et les révisionnistes. Il faut veiller à ce que la démocratie s'exerce sur le principal : l'unité politique et idéologique anti-capitaliste et anti-révisionniste. Pour cela il faut, en particulier, se garder d'encombrer l'ordre du jour par une foule de décisions pratiques que les camarades sont bien à même de prendre ensuite si le débat a porté le temps nécessaire sur ce qui fait problème.

Voilà ce qu'ont déjà expérimenté les camarades de X. Ils disent aussi qu'il leur faudra rapidement dégager ce regroupement populaire de ses seules

bases de lutte de quartier et l'accrocher solidement au point de vue des ouvriers d'usines pour ne pas se retrouver uniquement une organisation de chômeurs.

Parti d'un travail communiste de quartier le comité anti-capitaliste s'édifie à X en s'appuyant sur un large travail de propagande vers les autres quartiers et vers les usines. Il est porté par la révolte populaire, il se développera assurément si les marxistes-léninistes-maoïstes soutiennent vigoureusement le point de vue des ouvriers d'avant-garde.

LES DEBUTS DU COMITE POPULAIRE ANTI-CAPITALISTE DE LA ZONE Y

Une trentaine d'usines moyennes, quatre grosses et plusieurs dizaines de cités populaires.

Le Comité Populaire Anti-Capitaliste c'est, dès le début, une dizaine de camarades, des ouvriers d'usines, des employés, des intellectuels établis et des jeunes, regroupés à l'appel de l'U.C.F.M.L. qu'il connaissent à la fois sur son travail depuis plusieurs années dans cette zone, et sur les positions prises dans la dernière période par l'organisation dans toutes les grandes mobilisations : contre les crimes racistes, contre le projet Haby, pour le soutien à la lutte révolutionnaire du peuple portugais, contre le capitalisme en crise.

Le point d'appui principal au départ c'est l'accord politique avec les thèses de l'U.C.F.M.L., c'est la confiance dans ce que représente l'U.C.F.M.L., ce n'est pas d'abord des expériences communes de lutte comme dans l'exemple de X ; à Y, le regroupement se fait d'emblée sur la base d'un projet politique commun anti-capitaliste.

Les différents camarades du comité, au départ, ne se connaissent pas tous entre eux. Quelques-uns travaillent déjà par ailleurs dans le Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple portugais et apportent d'emblée l'expérience vivante d'une organisation de masse révolutionnaire, partant des faits et convainquant les masses à partir des faits. Ces camarades apportent aussi l'expérience du travail de propagande vivant, la dénonciation poursuivie du révisionnisme et du social-fascisme tout particulièrement dans une grande usine de la zone.

Une autre partie des camarades du comité se retrouvent avec l'U.C.F.M.L. à l'école ouvrière : c'est là qu'on y approfondit sa connaissance du mar-

xisme-léninisme. C'est le plus puissant soutien pour bien mener les réunions du comité, travailler à l'unité idéologique des camarades et au contenu des interventions de masse.

C'est donc à partir du travail de l'U.C.F.M.L., de l'école ouvrière et, d'autre part, du Comité de Soutien à la lutte du peuple portugais et des peuples sous domination coloniale portugaise que le Comité Populaire Anti-Capitaliste prend son propre élan, organise des meetings et des appels généraux dans les situations ouvertes, sur les marchés, aux portes des usines, dans les cités.

Il intervient toujours sur la nature de la crise, sur le mot d'ordre « Le capitalisme est en crise, qu'il crève », ne suivons pas les révisionnistes qui veulent le soigner. Ce langage-là révèle vite les sentiments de révolte dans les masses populaires, il fait éclater la haine des révisionnistes et s'adresse aux ouvriers d'avant-garde, à ceux qui réfléchissent leur révolte jusqu'à comprendre qu'il faut unir le peuple en dehors des syndicats, du programme commun et du P.C.F., qu'il faut construire un parti de type nouveau.

Voilà les ouvriers, les femmes, les jeunes que le Comité Populaire Anti-Capitaliste veut regrouper et organiser.

LE COMITE POPULAIRE ANTI-CAPITALISTE DE Z

Ce troisième exemple reprend des points communs aux deux premiers : ici aussi le comité démarre à partir du travail de masse de l'U.C.F.M.L. sur cette banlieue ouvrière où les travailleurs immigrés sont très nombreux, où le prolétariat international de France est la réalité dominante.

Travail de masse sur les quartiers, sur les foyers Sonacotra, sur les marchés, sur la grande usine du coin.

Le travail avait débouché sur la création d'une école ouvrière. L'école est devenue un lieu de débat traitant des problèmes d'ensemble mis sur le tapis par les ouvriers (la trahison des révisionnistes soviétiques, le rôle des féodaux au Maroc, le syndicat dans l'usine L...). L'école ne regroupait pas tous les camarades ouvriers qui soutenaient l'action de l'U.C.F.M.L. ; elle était le premier ciment organisé.

Autre point d'appui commun aux exemples précédents : toute une série d'appels généraux de l'U.C.F.M.L. dont un meeting central sur les trois points du programme politique du comité :

— Le Prolétariat international de France, force dirigeante de la révolution prolétarienne ;
— l'anti-syndicalisme, forme prati-

que de l'anti-révisionnisme ;

— l'anti-capitalisme et le mot d'ordre « Le capitalisme est en crise, qu'il en creve! ».

A la suite de ce meeting, se tient au mois de mai la première réunion du Comité Populaire : on s'y unifie sur le pourquoi du Comité Populaire ; trois commissions sont formées :

— la première sur la question du logement, s'appuyant sur les propositions des ouvriers habitant le foyer Sonacotra ;

— la deuxième sur les ennemis du peuple, en particulier sur les mesures à prendre vis-à-vis d'une amicale fasciste et des pratiques policières de la mairie révisionniste ;

— la troisième commission travaille sur le problème du chômage et des licenciements à partir des propositions d'un camarade travaillant dans une petite boîte où cent licenciements sont prévus.

Quinze jours après la deuxième réunion du comité fait le bilan du travail

effectué et précise les idées sur deux points :

1) le comité doit mener sa propre étude sur la question de la crise ;

2) les commissions sont là pour faciliter le travail de tout le comité, pas pour faire des spécialistes ; les commissions ne sont pas fixes.

La troisième réunion a marqué un grand pas en avant : d'abord la plus grande usine du coin est en grève, la révolte ouvrière y est très dure et mène la dragée haute au syndicat C.G.T. social-fasciste. Ensuite, un des principaux dirigeants ouvriers de cette grève rejoint le Comité Populaire, avec un autre ouvrier venu, lui, d'un foyer voisin sur la base de l'appel général.

Le Comité Populaire s'appuie dès lors sur le souffle vivant des questions de direction d'une grande lutte ouvrière qui affronte les capitalistes et les révisionnistes pour développer son travail d'ensemble sur la zone, en particulier sur l'organisation de la défense contre les ennemis du peuple, les

flics, les fascistes, les sociaux-fascistes.

Dans sa réalité concrète, le Comité de Z est une organisation d'ouvriers d'avant-garde et de marxistes-léninistes, dirigée vers les larges masses.

Aujourd'hui chaque réunion commence par une séance d'étude, courte, préparée, et se continue par l'analyse des points principaux de la situation. Le comité fixe sa propre agitation, sa propre propagande sur tous les thèmes. C'est le comité qui dirige les regroupements transitoires sur les lieux où il intervient.

Il fonctionne de façon alternée avec l'école ouvrière qui transforme du coup son fonctionnement et son contenu (traite actuellement de l'étude du journal « Le Marxiste-Léniniste »).

Le Comité Populaire de Z a pris un bon départ. L'U.C.F.M.L. continue et développe en même temps son activité politique propre sur trois points principaux :

- la propagande,
- le soutien à la gauche,
- la lutte sur la grande usine L.

POUR UNE APPLICATION CREATRICE DE LA DIRECTIVE DES C.P.A.C.

Les trois exemples, très différents sur les détails historiques, montrent que la directive lancée par l'U.C.F.M.L. de créer des Comités Populaires Anti-Capitalistes, exige un travail inlassable qui débouche si les marxistes-léninistes-maoïstes s'adressent directement aux masses sur leur ligne politique, soutiennent les éléments d'avant-garde et créent les conditions qui leur permettront de devenir des dirigeants organisés, des communistes. Cela s'appuie dans la pratique sur les écoles ouvrières, sur le travail de propagande, sur les appels généraux, sur la lutte contre l'ennemi de classe et les sociaux-fascistes. Cela se concrétise aujourd'hui au travers de la directive du Comité Populaire Anti-Capitaliste.

VIVE LES ÉCOLES OUVRIÈRES MARXISTES-LÉNINISTES

UNE DIRECTIVE DE COMBAT

Quand nous disons : « Emparons-nous du marxisme-léninisme ! Faisons des écoles ouvrières ! Faisons tout pour la fusion du marxisme-léninisme vivant et de l'avant-garde ouvrière », nous lançons une directive de combat pour les éléments les plus décidés et les plus avancés de la classe ouvrière internationale de France.

Lancer cette directive revient à dire : « Aujourd'hui, camarades, nous sommes interpellés par l'Histoire, il faut nous emparer de nos tâches historiques. Cette directive est aussi le signe de victoires passées : nous avons de la force et de l'expérience, et la situation actuelle nous appelle à faire un bond en avant pour nous emparer des questions de la Révolution. »

La crise mondiale du capitalisme pose la question de la mort du système capitaliste, et, donc, la question de la révolution prolétarienne.

Première conséquence : dans le peuple, il y a une grande volonté de masse de comprendre ce qu'est ce système capitaliste, et ce que signifie la crise. Cette volonté s'enracine dans de fortes questions concrètes : pourquoi les patrons mettent-ils des ouvriers au chômage, et en même temps augmentent les cadences pour ceux qui restent ? Pourquoi la vie chère ? Pourquoi ces grandes querelles entre les bourgeois, pourquoi cette odeur de guerre mondiale que tout le monde sent flotter ? Cette volonté de comprendre fait partie d'une grande révolte de masse contre le système d'exploitation lui-même, mis à nu par la crise. Les masses ouvrières et populaires ne veulent pas supporter la crise, mais au contraire attaquer le système d'exploitation. C'est pourquoi l'intérêt pour le marxisme, qui explique, du point de vue prolétarien, le système capitaliste, est aujourd'hui un phénomène de masse.

Deuxième conséquence : la crise met en branle l'ensemble des forces politiques. Pour le camp du peuple, elle pose la question de la révolution ; pour les différentes forces politiques bourgeoises, elle pose la question : comment sauver le capitalisme, et en profiter pour prendre le pas sur les autres forces politiques bourgeoises ? Comment se montrer le meilleur médecin du capitalisme malade, et donc s'emparer de la direction de l'Etat bourgeois ? La crise est une grande période de lutte de masse, c'est aussi une période de rivalité aiguë à l'intérieur de la bourgeoisie. C'est donc obligatoirement une intense période d'activité pour les révisionnistes du P.C.F. et des syndicats, qui vont tenter d'instrumenter à leur profit le mouvement anticapitaliste des masses, et de passer sur le ventre des autres forces politiques bourgeoises. Pour cela, ils ne vont pas hésiter à utiliser les mots du marxisme pour tromper la classe ouvrière. Ils vont parler de capitalisme, de bourgeoisie, etc., pour mieux faire passer

leur manœuvre, utiliser une partie de la force ouvrière pour l'enchaîner au « programme commun » et s'installer dans le fauteuil bourgeois de Giscard. Pour bien comprendre ça, il est nécessaire de savoir reconnaître au premier coup d'œil la tromperie révisionniste, il faut absolument savoir distinguer le faux marxisme, celui des gens du P.C.F. et de la C.G.T., et le vrai marxisme, celui du prolétariat et des maoïstes.

Pour la gauche de la classe ouvrière, il est clair que, dans la situation actuelle, il faut pouvoir comprendre quel est le projet politique de ces « communistes », que veut le P.C.F., avec son programme commun, et nous, que voulons-nous, quelle est, où est, notre politique, la politique de la classe ouvrière ?

La classe ouvrière a besoin aujourd'hui de bien plus que d'une gauche combattive, que de sincères révolutionnaires au service du peuple. Elle a besoin, elle exige, d'avoir des chefs politiques ; d'avoir à sa tête une avant-garde politique organisée pour diriger la riposte à la crise du capitalisme, pour faire, contre le projet d'instrumentation révisionniste, la politique révolutionnaire de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les ouvriers révolutionnaires doivent devenir, selon la formule employée par Mao, des « hommes politiques du prolétariat ».

LE BUT GENERAL DES ECOLES OUVRIERES

Pour les ouvriers révolutionnaires, s'emparer du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung, est une nécessité objective et subjective.

Le rôle des écoles ouvrières dirigées par l'U.C.F.M.L. est d'assurer le processus de fusion du marxisme-léninisme et de l'avant-garde ouvrière. Le but de l'école est l'unification de l'avant-garde ouvrière sur ce qui constitue aujourd'hui le marxisme-léninisme vivant, le marxisme-léninisme appliqué à la situation concrète de la France, et dont les têtes de chapitre sont les quatre points de l'U.C.F.M.L. (1) :

- la question du processus d'édification du parti prolétarien ;
- la question du révisionnisme ;
- la question du programme de la révolution ;
- la question des alliances de classe, du camp de la révolution.

L'école ouvrière est l'instrument indispensable de l'avant-garde ouvrière pour édifier les Comités populaires anti-capitalistes (C.P.A.C.), les quartiers généraux de la riposte politique de la classe ouvrière et du peuple à la crise du capitalisme.

LES DEBUTS D'UNE ECOLE OUVRIERE

Créée au printemps 74, l'école de la région K rassemble quelques ouvriers regroupés à travers les luttes et le travail de masse d'usine. Le critère retenu pour appartenir à l'école est simplement d'être décidé à y participer de manière régulière et prolongée, d'être présenté par des



Lénine propage le marxisme révolutionnaire dans toutes les couches du peuple

camarades présents comme un camarade combattif à l'usine et opposé au syndicalisme.

Pendant six mois, on apprend à l'école ouvrière les principes de base de la théorie marxiste-léniniste (l'exploitation capitaliste des classes sociales et la lutte des classes, la Commune de Paris,...).

Au cours de cette période, l'école se constitue pas à pas comme le lieu de regroupement et de discussion politique de l'avant-garde ouvrière de la région K. Certains camarades sont partis. Ceux qui restent considèrent l'école comme un lieu où l'on s'organise.

LA TRANSFORMATION DE L'ECOLE

Au bout de six mois d'école, deux choses apparaissent clairement :

• l'école doit se transformer pour devenir véritablement une école d'unification. Nous proposons donc que l'école ait comme programme :

— l'étude de la ligne politique de l'U.C.F.M.L., à travers la lecture collective de notre journal, « Le Marxiste-Léniniste ».

— l'approfondissement de l'étude directe de textes théoriques marxistes-léninistes, à partir des questions formulées par les différents camarades de l'école.

• les discussions politiques qui ont lieu à l'école nous montrent qu'il est temps de proposer à l'avant-garde ouvrière de la région K. de se regrouper, de formuler clairement le projet d'édifier un quartier général ouvrier de la région. A ce moment, aucune lutte de masse de riposte à la crise n'a encore éclaté localement, tout semble calme. Mais justement, c'est un moment d'intenses discussions politiques parmi les ouvriers les plus avancés, l'idée que ce qu'il faut n'est pas une addition de petites luttes défensives, mais un projet de grande lutte politique de la classe ouvrière, s'affirme nettement. On sent que les camarades sont à l'école ouvrière en l'attente d'autre chose.

De novembre 74 à mai 75, l'école

va travailler dans deux directions :
L'étude du Manifeste Communiste de Marx

Cette étude est organisée à partir de la question d'un camarade immigré sur la différence entre la bourgeoisie et les féodaux. Elle sera longue, minutieuse, passionnément suivie. Elle permet de faire la transition entre l'école telle qu'elle existait précédemment et l'école où l'on s'unifie sur ce qui constitue, aujourd'hui en France, le marxisme-léninisme vivant. La discussion s'approfondit sur un certain nombre de points essentiels aujourd'hui : qu'est-ce qu'une crise du capitalisme ? Quelle est la différence entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne ? Pourquoi le prolétariat est-il la classe la plus révolutionnaire de l'histoire de l'humanité ?

Le lancement du Comité Populaire anti-capitaliste

L'école sert d'arrière à l'appel à former le noyau du comité populaire anti-capitaliste de la région K. On y discute collectivement le contenu et les formes pratiques de cet appel.

Pendant cette période, de nouveaux camarades sont entrés à l'école. L'école regroupe désormais l'ensemble des ouvriers révolutionnaires liés de manière prolongée au travail de l'U.C.F.M.L. dans la région K.

LA TROISIEME PERIODE

Elle commence avec la constitution du C.P.A.C. de la région, en mai 1975. Les camarades du C.P.A.C. n'appartiennent pas tous à l'école ouvrière. Cependant, d'ores et déjà, l'école est en réalité l'école du Comité Populaire. La décision est prise de réunir l'école une fois par quinzaine (elle était hebdomadaire pendant toute l'année précédente), en alternance avec la réunion plénière du C.P.A.C.

C'est la création du C.P.A.C. qui va permettre à l'école de devenir pleinement une école d'unification de l'avant-garde ouvrière, l'école du noyau communiste dirigeant le quartier général ouvrier et populaire sur l'ensemble de la région K.

le groupe FOUFRE : une organisation révolutionnaire des intellectuels sur leurs propres tâches d'intervention dans la superstructure

Début 74 : vaste offensive réactionnaire au moyen de l'art, du cinéma en particulier. La bourgeoisie ouvre à sa manière les dossiers de l'Histoire et de la politique. C'est ce qu'elle-même nomme la « mode retro ».

Le groupe « FOUFRE », constitué au printemps 74, veut d'abord riposter, reprendre l'initiative révolutionnaire, marxiste-léniniste, dans le domaine de la culture.

Sa création réalise la fusion de deux intérêts :

— d'une part, l'intérêt des marxistes-léninistes organisés de l'U.C.F.M.L., qui, dans leur travail auprès des masses populaires, devaient écraser (ce qui fut fait) une tentative comme celle du film « Les Chinois à Paris », présentation fasciste et de la France et de la Chine rouge, premier indice de ce qui se dessinait alors comme un véritable courant réactionnaire dans le cinéma ;

— d'autre part, l'intérêt de sincères révolutionnaires, de progressistes non organisés, notamment parmi les intellectuels, particulièrement accrochés aux questions de l'art, de la culture. Ces camarades voulaient réagir contre ce qu'ils analysaient, dans des films comme « Lacombe Lucien » ou « Portier de nuit », comme une intolérable falsification de l'histoire, et comme la résurgence d'une propagande objectivement fasciste.

Cette fusion donne ses caractéristiques au groupe « Foudre » et lui fixe ses tâches de façon durable. Il s'agit que les marxistes-léninistes aient les

moyens d'intervention prolongée et de direction sur les questions relevant de l'art ; il s'agit que les intellectuels sincères révolutionnaires, puissent agir efficacement dans le domaine où ils travaillent, donc qu'ils aient une organisation, et une direction, sans pour autant entrer dans l'organisation marxiste-léniniste elle-même, l'U.C.F.M.L.

Le groupe « Foudre » sera donc une organisation révolutionnaire, ayant son existence propre, son programme, son autonomie, mais s'inscrivant dans la stratégie globale de l'U.C.F.M.L. et relevant en ce sens de sa direction politique.

De là aussi un trait très important : le groupe n'est pas d'abord un groupe critique, mais un groupe d'intervention militante directe. C'est l'acte de naissance de « Foudre » : interruption d'une séance de « Portier de nuit », film qui prétendait parvenir « enfin » à une connaissance profonde du nazisme, comment ? En montrant une ex-déportée retrouvant, pleine d'amour, son ancien bourreau. Cette ignominie pour flatter la petite bourgeoisie sur le thème : le fascisme vient du désir des masses. C'est le thème dérisoire et abject : « Bourreaux, victimes, tous unis dans les replis profonds du désir ! Même sexe, même combat ! ».

Intervention donc, acte d'offensive, de refus pratique pur et simple, face à un courant ultra-réactionnaire, fascisant, et organisé sur la question, en effet cruciale, du fascisme. Cette bataille est loin d'être terminée : c'est le

sens aussi de l'action qui a été menée dans le cadre plus restreint de l'université de Vincennes pour critiquer l'enseignement de M.A. Macciochi, chez qui la présence des mêmes thèses, mises à la sauce madarinale, a surtout pour fonction de soutenir une politique révisionniste.

Mais l'intervention ouvre la voie, aussi, à une critique de type nouveau, critique directe, critique de masse, avec la mise en avant du mot d'ordre : « A bas l'obscurantisme des salles obscures ». Intervention marxiste-léniniste dans la culture et l'art, pour y susciter et développer le point de vue des masses, pour formuler de nouvelles exigences : lutte pour un art révolutionnaire, à la mesure de ce que notre époque porte de nouveau, à la mesure de ce que le mouvement révolutionnaire, à chaque étape, met en avant quant à sa force et à son organisation.

C'est dans cette idée que le groupe « Foudre » pense pouvoir mener efficacement la lutte idéologique dans la conjoncture actuelle : remettre la question de la critique aux mains des masses. Pour cela, apporter des positions et frayer la voie par des interventions.

Pratiquement, cette tâche sera en partie menée à travers la mise en place d'un ciné-club populaire. Pour l'instant, c'est le sens du journal qui reflète les analyses du groupe : la « FEUILLE FOUFRE », dont trois numéros sont sortis à ce jour, et qui est l'objet d'une diffusion militante.

La « FEUILLE FOUFRE » fait ses

analyses critiques dans deux directions : dénonciation des pourritures importantes, soutien aux œuvres progressistes ou révolutionnaires. Elle cherche à déterminer plus précisément ce qui fait avancer.

Il y a effort, dans la « FEUILLE FOUFRE », pour rendre compte des œuvres d'art dans ce qu'elles ont de spécifique : il ne s'agit pas de rendre compte d'un film, par exemple, en se contentant du jugement politique pur et simple. Ce serait extérieur, et surtout peu efficace dans la lutte idéologique. Il faut prendre en considération les questions de la forme, leur lien au contenu, leur histoire particulière, etc. Cet effort se développe, comme on peut le voir dans l'évolution du journal. Il doit être poursuivi. Il faut aussi élaborer des thèses générales sur la matière dont les œuvres reflètent un processus historique, sur comment l'histoire réelle, c'est-à-dire celle de la lutte des classes, anime la production artistique. C'est là un axe dirigeant de la « FEUILLE FOUFRE ».

L'expérience des interventions, la pratique du débat de masse, tout le développement de l'activité du groupe « FOUFRE », montre que les marxistes-léninistes, les jeunes, les intellectuels, ralliés au camp de la révolution, ont une tâche énorme devant eux dans le domaine de la culture et de l'art. Mais mieux encore : ils sont déjà une force autonome, croissante et dirigeante.

FEUILLE FOUFRE,
B.P. 16 - 94200 Ivry-sur-Seine.

Le Portugal : rallions les comités J. M. Soares

Comités de soutien aux luttes révolutionnaires du peuple portugais

Depuis le coup d'Etat du 25 avril 1974, le monde entier a les yeux tournés vers le Portugal. Les bourgeois et les impérialistes s'agitent devant la montée de la révolution. Nous, marxistes-léninistes de l'U.C.F.M.L., voyons dans l'excellente situation révolutionnaire qui se développe au Portugal une source très importante de leçons pour la révolution en France.

Avant d'insister sur certains points fondamentaux, rappelons quelques dates. Devant les luttes du peuple portugais sous le fascisme depuis 1926 et devant les luttes de libération nationale qui se sont développées en Angola, au Mozambique et en Guinée, la bourgeoisie impérialiste portugaise s'est vue obligée de renverser la clique fasciste de Caetano qui n'était plus capable de freiner le développement des luttes révolutionnaires. C'est le coup d'Etat du 25 avril 1974 préparé et réalisé par la bourgeoisie portugaise pour détourner le courant révolutionnaire de ses buts. Mais la classe ouvrière et le peuple ont exigé les libertés, ont pourchassé les assassins de la P.I.D.E., police politique portugaise.

Et la bourgeoisie a été obligée de faire certaines concessions. Spinoza, que le Parti « Communiste » Portugais présentait comme le libérateur, le sauveur à ce moment-là, tente en vain de réprimer les aspirations des masses populaires. Le 28 septembre, la droite tente de préparer l'opinion pour un coup d'Etat fasciste.

Les révisionnistes du P. « C. » P. préparent et organisent déjà leur contre-coup d'Etat en criant au danger fasciste. Et, le 11 mars dernier, c'est le coup d'Etat militaire avorté fomenté par l'impérialisme américain par la main de Spinoza. Les révisionnistes savaient parfaitement ce qui se préparait et ont laissé faire le minimum (attaque d'une caserne) pour justifier leur contre-coup d'Etat : les principales unités militaires étaient bloquées et ce n'est qu'une ridicule farce qui a eu lieu sur le coup de midi. Le soir même du 11 mars, les révisionnistes du P. « C. » P. ont approuvé la création du « Conseil de la Révolution » qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains.

La dictature militaire sur le peuple portugais qui existe depuis le 25 avril est institutionnalisée. Cette dictature, qui se cachait jusqu'au 11 mars derrière une façade démocratique, appa-

raît au grand jour. Son but essentiel est d'abattre la révolution montante au Portugal, de réprimer le mouvement de masse.

Après le 11 mars, ce ne sont pas les officiers fascistes qui ont été les premiers visés, mais les marxistes-léninistes qui sont suspendus, interdits, pourchassés, emprisonnés. Les puissantes grèves ouvrières, la mobilisation populaire pour la décolonisation en Afrique, pour l'épuration des fascistes, les occupations massives d'usines, le déclenchement de la lutte des classes à la campagne (occupation des terres), tout ceci, la bourgeoisie ne peut plus le supporter. La nature de traîtres, contre-révolutionnaires des révisionnistes éclate au grand jour. Leurs activités social-fascistes (chasse aux révolutionnaires et aux patriotes, répression des manifestations populaires, attaques de piquets de grève, etc.) les désignent clairement aux yeux du prolétariat mondial comme des ennemis à abattre.

Au Portugal, avec à leur tête les marxistes-léninistes, la classe ouvrière, les masses populaires se dressent sans répit contre le fascisme et le social-fascisme, contre les complices des deux super-puissances qui se disputent pour l'hégémonie en Europe.

Aux prises avec la nouvelle P.I.D.E. après l'ancienne, le Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat (M.R.P.P.) n'en continue pas moins victorieusement dans la ligne qu'il s'est fixé : réunir au Portugal, dans le feu des combats révolutionnaires, les conditions pour la création d'un Parti authentiquement communiste, d'un Parti du Proletariat.

Pour nous, marxistes-léninistes de l'U.C.F.M.L. qui nous proposons comme but l'édification par l'avant-garde ouvrière de son Parti Communiste de type nouveau, les victoires du M.R.P.P. représentent une expérience historique de très grande portée dont nous suivons le développement dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Pour soutenir le développement de la révolution démocratique et populaire au Portugal et pour développer un rapport de forces à l'échelle européenne contre la contre-révolution, se sont constitués les comités J.-M. Soares (1).

La base d'unité des comités se résume en quatre points :

1. Au Portugal, la révolution est à l'ordre du jour : la révolution démocratique et populaire sous la direction des ouvriers et des paysans.

2. Le Mouvement des Forces Armées (M.F.A.) est une force bourgeoise de dictature militaire.

3. Le Parti « Communiste » Portugais est une force bourgeoise de dictature social-fasciste, c'est de plus un agent du social-impérialisme russe.

4. U.S.A. et U.R.S.S. sont, l'un comme l'autre, les ennemis acharnés du peuple portugais comme de tous les peuples d'Europe.

Les comités Soares ont comme arrière la revue « Luttes de classe au Portugal » (2). Le numéro 2 est consacré au meeting de solidarité révolutionnaire avec le peuple portugais qui s'est tenu à Paris le 19 avril 1975.

Les comités Soares agissent dès maintenant pour exiger la libération des camarades révolutionnaires emprisonnés par le M.F.A. et ses complices révisionnistes. Ils interviennent en direction de la jeunesse intellectuelle, dans les facultés et les lycées, mais aussi en direction des masses ouvrières et paysannes, dans les quartiers, les usines, les campagnes.

Notre organisation tient l'apparition des comités J.-M. Soares pour une initiative positive, allant dans le sens de l'internationalisme véritable. Elle soutient les quatre points de ces comités comme une juste plate-forme de ralliement des sincères révolutionnaires, des anti-impérialistes, des anti-fascistes.

Notre organisation mettra tout en œuvre pour soutenir le développement des comités Martins Soares. Elle considère la popularisation des combats révolutionnaires du peuple portugais comme partie intégrante de son travail.



Meeting du M.R.P.P. à Lisbonne

(1) J.-M. Soares est un militant du M.R.P.P. mort en 1974.

(2) « Luttes de classe au Portugal » : revue du Comité français de solidarité avec le peuple portugais et les peuples sous domination coloniale portugaise. Comité Martins Soares, B.P. 247, 75564 Paris Cedex 12.